THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 75 Décembre 2017

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Publication «CCIA-BML»

Un choc salutaire

Mohamed Choucair

Le choc causé par la démission de Saad Hariri a rassemblé les Libanais de tous bords. Au-delà du message politique, cela est la preuve d'une réalité forgée à travers les siècles et consolidée au début de la dernière décennie par la volonté commune de tous ses citoyens.

Le domaine politique n'est pas un îlot isolé. Il intègre à la fois l'économique, le social, le culturel pour assurer le bien commun. Quand on réfléchit aux cinq dernières années, depuis que le Liban patauge dans une crise née de l'afflux des déplacés syriens, mais aussi de la décélération mondiale et de l'inaptitude du pays à affronter le changement, on comprend que le dépassement de cette nouvelle crise dépasse de loin le seul enjeu politique.

Le Liban n'est pas non plus isolé. Sa dimension arabe lui est nécessaire autant qu'il leur est indispensable. Dans son message, le président Hariri disait que son seul souci était la sauvegarde de cette dimension. S'il est quelqu'un capable d'assurer la réalisation de cet objectif c'est bien lui du fait de sa crédibilité et de son savoir-faire. Devant les difficultés qui s'annoncent, le monde politique dans son ensemble est appelé à prendre ses responsabilités et à pratiquer une parfaite gouvernance dans la gestion de la chose publique.

Le salut est à ce prix. La société civile a un rôle équivalent à jouer dans les domaines qui lui sont impartis pour contribuer à la stabilité socio-économique.

Le Liban économique ne s'est jamais limité à ses frontières. La liberté économique qu'il a choisie dès le départ et l'ouverture au monde, au moment où la plupart des nations environnantes optaient pour l'autarcie, ont fait que le Liban économique est partie intégrante de l'hinterland non seulement sur le plan des échanges mais aussi de l'investissement et de l'emploi. Autant dire que l'intégration économique entre le Liban et les pays arabes est une donnée régionale qui ne peut être remise

▶▶

p7. L'industrie et son combat au Liban

p9. La bonne gouvernance dans les entreprises familiales fait débat

p13. Les organisations économiques et la Fédération des travailleurs plébiscitent Hariri

p15. Un salon du livre francophone en hommage à Samir Frangié

p19. Farid Aractingi : « la gouvernance est un cadeau ! »

p21. ASCAME revitalized during Choucair's mandates

p27. Mufti Malek Sha'ar to Dabboussi The pillars for «Tripoli,economic capital of Lebanon» are real

p29. China Ambassador to enhance cooperation with Chamber of Saida and South Lebanon

p31. Investment Opportunities in Sudan with embargo lifting

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

en question sans des conséquences graves. Ceci au moment où le Liban, comme à son habitude, soutient un million et demi de déplacés syriens dont il supporte à ce jour le poids énorme pour le compte des communautés arabe et internationale.

La gouvernance au niveau de l'État pose dans l'immédiat deux problèmes de la quiétude sociale et de la rationalité économique.

Le défi social

Le Liban est loin de remplir ses obligations sociales à l'égard des plus démunis. Il est généralement admis que plus de 38% des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté, soit avec moins de 4 dollars par jour, dans un pays où le pouvoir d'achat comparé par habitant atteint la moyenne de 18 500 dollars par an. Les travailleurs marginaux ne sont pas mieux lotis, la loi leur reconnaît un salaire minimum de 675 000 livres libanaises par mois. Pour une famille avec deux enfants, cela équivaut juste à ne pas tomber au-dessous du seuil de pauvreté. Ce n'est pas pour rien que le Liban est classé parmi les pays les plus inégalitaires, la moitié des citoyens vivant dans des conditions précaires. Avant de voter la grille des salaires ne fallait-il pas penser d'abord à ceux-là ?

Une révision de la politique fiscale est également prioritaire afin d'imposer les contribuables en fonction de leur capacité à payer. Cela peut non seulement rétablir un meilleur équilibre des revenus, mais assurer à l'État les recettes nécessaires pour éviter le déficit budgétaire.

Les fondements de la relance

La liste de ce qui peut s'avérer utile est infinie mais seule la productivité peut ramener la rationalité économique. Elle seule peut positionner les entreprises nationales en nombre suffisant dans la compétition internationale, attirer les investissements et offrir des opportunités d'emplois. La rationalité repose sur la capacité des cadres et l'efficacité de l'entreprise.

La formation au Liban est sans doute l'une des meilleures au monde, et certainement la première dans la région, mais les étudiants les plus doués émigrent dès la fin de leurs études ou la perte de leur emploi. Il serait judicieux de créer en priorité une assurance chômage dont on ferait bénéficier les jeunes en quête d'un premier emploi pour donner suffisamment de chances aux entreprises de les embaucher.

Pour être efficace, l'entreprise doit fonctionner à son niveau optimum de productivité. Ceci implique dans la majorité des cas la fusion avec une entreprise similaire ou complémentaire, ou l'acquisition d'une entreprise utile à l'amélioration de ses coûts opérationnels. Cette initiative est automatiquement inhibée par la taxe sur la plus-value de l'actif et les quitus réclamés en principe pour prévenir la liquidation de l'entreprise sans acquittement des droits là où, au contraire, il n'y a aucune liquidation.

INDEX

En français

p3. Actu du mois

p5. Conjurer le déficit commercial chronique : mission impossible ? (II)

p7. L'industrie et son combat au Liban

p9. La bonne gouvernance dans les entreprises familiales fait débat

p11. Formation à l'ère du numérique

p13. Les organisations économiques et la Fédération des travailleurs plébiscitent Hariri

p15. Un salon du livre francophone en hommage à Samir Frangié

p19. Farid Aractingi : « la gouvernance est un cadeau ! »

In English

p21. ASCAME revitalized during Choucair's mandates

p24. IRU roundtable on TIR system at CCIA-BML

p25. Bishop Abou Jaoude to Dabboussi: I am confident that Tripoli will be the economic capital of Lebanon

p27. Mufti Malek Sha'ar to Dabboussi: The pillars for "Tripoli, economic capital of Lebanon" are real

p29. China Ambassador to enhance cooperation with Chamber of Saida and South Lebanon

p30. "Eliminating Child Labor in Agriculture" workshop

p31. Investment Opportunities in Sudan with embargo lifting

p32. Saida Chamber to inaugurate the "Fair for modern agriculture techniques"

p33. The Chamber of Zahle and Bekaa launching «Table grapes and cherry value chains support» project

p35. Lebanon in Figures | **p36.** Upcoming Trainings | **p37.** Exhibitions | **p38.** Conferences | **p38.** Business Opportunities

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Emmanuel Bonne : Bhebak ya Loubnan!

Lors de la nuit des idées, Labne&Facts avait demandé dans une vidéo à Emmanuel Bonne, lorsqu'il était encore ambassadeur de France au Liban, ce que représente le Liban pour la France. Le diplomate avait répondu: « Le Liban pour nous c'est un message, c'est un exemple, c'est un modèle. Ça ne veut pas dire qu'au Liban tout est parfait ni qu'il n'a pas de problèmes. Cela veut dire que le Liban est un pays dont la valeur politique, symbolique, culturelle est beaucoup plus grande que le pays lui-même. Le Liban est un pays plus grand que lui-même, c'est pour ça qu'on l'aime. Le Liban est un pays de pluralité, de diversité, un pays de liberté. C'est un pays sur lequel on peut projeter des idées et le Liban malgré toutes ses difficultés répond beaucoup mieux que d'autres à cette question qui est de savoir: comment vivre ensemble dans un XXIe siècle ou les différences s'exacerbent ou les tensions montent. Au Liban malgré beaucoup de problèmes, il y a une chose qui est très importante qui est le respect de l'autre. Bhebak ya Loubnan!»

Le nouvel ambassadeur saoudien a pris ses fonctions à Beyrouth

Le nouvel ambassadeur d'Arabie saoudite à Beyrouth, Walid ben Mohammad al-Yaacoub, a atterri lundi 20 novembre dans l'après-midi à l'aéroport international Rafic Hariri. Le diplomate saoudien a été reçu à sa descente de l'avion par les ambassadeurs du Koweït, des Émirats arabes unis, d'Égypte, d'Irak, du sultanat d'Oman, de Tunisie, du Maroc, de Palestine, d'Algérie et du Soudan en poste à Beyrouth, ainsi que par le représentant du ministère des Affaires étrangères Assaf Doumit, le chargé d'affaires saoudien Walid al-Boukari et le personnel de l'ambassade d'Arabie Saoudite à Beyrouth. Jusque-là, c'était le chargé d'affaires saoudien, Walid Boukhari, qui représentait Riyad au Liban. Notez que le diplomate saoudien avait prêté serment le 5 novembre dernier devant le roi Salmane, au lendemain de l'annonce, depuis Riyad, de la démission de Saad Hariri du poste de Premier ministre libanais.

Mohamed Choucair remercie le chef de l'État français pour sa médiation en faveur de la stabilité du Liban

Dans un communiqué publié sur Twitter le 18 novembre dernier, Mohamed Choucair a chaleureusement salué la médiation du chef de l'État français, Emmanuel Macron, en faveur de la stabilité et la sécurité du Liban dans le contexte d'instabilité qu'a suscité la démission surprise du Premier ministre Saad Hariri. Le président de la Fédération des chambres de commerce libanaises a déclaré : «Le Liban, pays de droit et d'humanisme, est fier de son attachement à la France, qui représente l'essence même des valeurs humanistes. Nos remerciements à la France, qui n'hésite jamais à être à nos côtés, chaque fois que la situation le demande. Nous saluons dans le président Macron un nouveau partisan de la grandeur de la France».

Réunion élargie des forces vives économiques en faveur de la stabilité du Liban et des meilleures relations avec les pays du Golfe

Les organismes économiques, main dans la main avec le Syndicat général des travailleurs et les professions libérales, ont affirmé dans un communiqué commun publié après leur réunion élargie qui s'est tenue le 16 novembre dernier au siège du Syndicat, l'union des rangs des forces vives économiques en ce qui concerne les enjeux nationaux. «Notre réunion d'aujourd'hui est un message clair et explicite de notre attachement à l'État et à ses institutions constitutionnelles, surtout dans ces circonstances délicates et décisives que traversent le Liban et qui exigent de chacun de faire preuve d'un haut degré de responsabilité et de calme afin de préserver la stabilité et la sécurité du pays et de préserver nos conditions économiques, sociales et de vie», pouvait-on lire dans le communiqué. Le texte, lu par le président de l'Association libanaise de la franchise (ALF), Charles Arbid, réaffirme aussi «la nécessité pour le Liban de maintenir les meilleures relations avec les pays frères du Golfe, sur la base des relations fraternelles qui nous lient et qui constituent la profondeur économique du Liban».

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

L'ambassadeur du Maroc à Beyrouth hôte de Mohamed Choucair

L'ambassadeur du Maroc à Beyrouth, M'hammed Grine, accompagné de son adjoint, Ibrahim Saidi, était l'invité du président de la Fédération des chambres de commerce libanaises, Mohamed Choucair, le 10 novembre dernier. L'entretien entre les deux responsables était axé sur les moyens de développer la coopération économique entre le Royaume et le Liban. Mohamed Choucair a d'abord salué les relations fraternelles qui unissent le Liban et le Maroc tout en soulignant les modestes échanges commerciaux entre les deux pays. Afin d'y remédier, il a ensuite appelé à explorer dans un avenir proche, les nombreuses possibilités de partenariats existantes entre les secteurs privés des deux pays. De son côté, le diplomate marocain s'est dit prêt à prendre les mesures appropriées auprès des autorités compétentes de son pays pour renforcer la coopération entre les hommes d'affaires libanais et marocains et les relations économiques bilatérales.

Green Mind et la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban lancent la deuxième phase du Lebanon Climate Act

Mohamed Choucair a rassemblé le 3 novembre dernier à la Chambre les responsables exécutifs du projet vert Lebanon Climate Act afin d'actionner sa deuxième phase et renouveler l'accord de coopération conclu entre l'Union des chambres libanaises et Green Mind. Lebanon Climate Act est une plateforme initiée par le PNUD et Green Mind avec le soutien de la BDL, de la Fédération de chambres de commerce du Liban et du projet de l'UE ClimaSouth, permettant à des sociétés libanaises de s'engager dans l'action climatique et de soutenir la croissance économique de manière bénéfique à la société. Ont aussi participé à cette rencontre, les sociétés qui ont adhéré au programme climatique lors de la première phase et qui ont réussi à mettre au point leurs stratégies pour lutter contre le changement climatique. «La réunion d'aujourd'hui a un caractère particulier visant à encourager les entreprises à s'engager de plus en plus au Liban dans ce programme, qui est largement conforme à nos objectifs liés à l'environnement et à la nécessité d'un engagement des entreprises», a notamment déclaré Mohamed Choucair. Il a ensuite rappelé que le Liban, signataire de la Convention de Paris sur le climat, avait pris des engagements. D'où l'importance de ce partenariat qui a contribué avec succès à sensibiliser les entreprises du secteur privé sur ces engagements et à l'importance de leur mise en œuvre. Pour sa part, la présidente de l'association, Nada Zaarour, a déclaré : «Une telle coopération aidera le Liban à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone pris lors de la Conférence de Paris en impliquant le plus de sociétés privées possible dans le développement et la mise en œuvre de stratégies environnementales pour lutter contre le changement climatique à travers leur participation à ce programme».

Mohamed Choucair s'entretient avec le ministre des Affaires étrangères des Maldives

Le ministre des Affaires étrangères des Maldives, Mohamed Asim, a été reçu par Mohamed Choucair le 31 octobre dernier. L'entretien a porté sur les relations économiques et les possibilités d'investissements entre les secteurs privés des deux pays et les voies et moyens de leur renforcement. Mohamed Choucair a rappelé que les Maldives jouissent d'une position privilégiée et d'une économie dynamique. «le Liban est prêt à exporter des fruits et légumes et tout autre produit répondant aux besoins des Maldives, d'autant plus que les produits libanais bénéficient de spécifications élevées», a-t-il ajouté, affirmant qu'il existe de nombreuses opportunités prometteuses entre les deux pays. Le ministre a répondu favorablement en se disant prêt à prendre toutes les mesures disponibles pour renforcer la coopération entre les secteurs privés bilatéraux. En clôture de la rencontre, Mohamed Choucair a convenu d'organiser une délégation dirigée par le secteur privé libanais pour visiter les Maldives en 2018, afin de discuter sur le terrain des opportunités et des possibilités de créer un partenariat commercial entre les deux parties.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Conjurer le déficit commercial chronique : mission impossible ? (II)

Bachir el Khoury

Miser davantage sur les secteurs productifs dans lesquels le Liban possède des avantages comparatifs, s'engager dans la 4e révolution industrielle et s'orienter vers une politique axée sur l'exportation, telles sont les principales recommandations du colloque organisé en octobre dernier au siège du Conseil économique et social (CES).

Lors du premier article publié le mois dernier, nous avons évoqué les principales thématiques du premier panel organisé le 23 octobre dernier dans le cadre du colloque sur l'industrie libanaise et l'appui aux exportations. Vous trouverez dans cette suite les thèmes abordés au cours du 2e panel par divers interlocuteurs.

L'économiste Roger Melki a mis l'accent, lors de son allocution, sur l'importance de la mise en place d'une politique industrielle axée sur l'exportation et le renforcement de la diplomatie économique, en misant sur la diaspora comme tête de pont entre le Liban et les pays d'acceuil, mais il a aussi et surtout plaidé pour une amélioration du climat général des affaires et la qualité de gouvernance. « Nous ne pouvons pas concevoir une réussite en matière d'exportations qui soit dissociée de l'ensemble de ces paramètres (…) C'est pourquoi il faut d'abord élargir la taille de notre économie et réviser le modèle économique ainsi que l'allocation des ressources et le rôle de l'Etat (…) À titre d'exemple, chaque élève dans l'école publique coûte 400 dollars par an au contribuable, alors que personne ne veut envoyer ses enfants dans ces écoles (…) tandis que la BDL fait ce que l'Etat devrait faire. Tout cela est à revoir », a-t-il souligné.

M. Melki a, en parallèle, mis en exergue les avantages comparatifs du marché local, notamment l'esprit d'entrepreneuriat et d'innovation, rappelant à cet égard l'exportation d'une centaine de franchises aux quatre coins du monde, notamment dans le secteur de la restauration. « Dans tous les secteurs, l'innovation est devenue le principal atout, qu'il s'agisse de l'industrie textile ou de l'industrie informatique (…) Elle l'est d'autant plus à l'ère de la quatrième révolution industrielle », a-t-il insisté. Roger Melki a ainsi appelé en faveur d'un changement de la structure exportatrice, déplorant le fait que le tiers des exportations consiste essentiellement de produits importés, travaillés puis réexportés, notamment dans le domaine de la bijouterie.

L'absence d'une volonté politique

Le secrétaire général de l'AIL, Khalil Cherry, a déploré, de son côté, le fait que des dizaines d'études aient été élaborées sur le secteur industriel au cours du dernier demi-siècle sans que cela ne soit jamais traduit en actions concrètes. « Nous entendons le même discours depuis 1960 », a-t-il ironisé, soulignant l'importance de l'initiative privée mais aussi du soutien de l'Etat au secteur industriel. « Cela est le cas dans plusieurs pays et régions du monde, y compris au sein des économies les plus libérales. Or au Liban, les gouvernements successifs n'ont non seulement manqué d'apporter un appui à l'Industrie, ils ont entravé son développement », a-t-il regretté. « En Israël, le soutien étatique a permis de doper les exportations industrielles à 75 milliards de dollars par an, tandis qu'au Liban, ce secteur qui représentait 23% du PIB avant la guerre, ne pèse plus qu'à hauteur de 10% de l'économie », a-t-il abondé.

M. Cherry a rappelé le potentiel dont dispose pourtant le pays du Cèdre, en matière de ressources humaines, techniques et financières. « Ce qui manque, en revanche, est une vision et une volonté politique nationale pour faire progresser l'économie et le secteur industriel. Sans cette volonté, nous n'irons pas loin », a-t-il souligné, plaidant en faveur d'une subvention de l'énergie au profit des industriels – qui coûterait, selon lui, 30 millions de dollars par an au Trésor – et d'un contrôle plus sérieux et efficace de l'activité de contrebande. « Il faut non seulement mettre fin au marché noir, mais punir sévèrement les contrebandiers », a-t-il insisté. Quant à la hausse des salaires dans le secteur public, Khalil a mis en garde contre une augmentation similaire dans

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

le secteur privé qui « menacerait l'économie et la stabilité sociale ». « Le chômage atteint désormais 25 à 30%, et risque d'augmenter davantage si les rémunérations sont revues à la hausse comme cela fut le cas au sein des institutions de l'Etat. Les producteurs privés ne peuvent plus supporter aucun coût supplémentaire », a-t-il conclu.

Surfer sur la vague de la 4e révolution industrielle

L'expert économique Roy Badaro les exportations et le type de produits exportés va beaucoup évolué au cours des dix prochaines années – Après la troisième révolution industrielle, celle de l'électronique et du grand technologique, le monde rentre désormais dans la deuxième phase de la 4e révolution, celle de l'intelligence artificielle, où les machines peuvent désormais repérer une erreur dans leur propre fonctionnement et la corriger. Les robots de l'impression 3D font partie des inventions de cette révolution post-moderne, liée à la recherche et au développement (R&D), lesquels sont sous-investis au Liban. « Le marché libanais est petit en taille et donc n'a pas l'avantage naturel qu'ont les grands marchés en termes d'économies d'échelle. Il faut donc miser davantage sur l'export pour élargir le terrain de ventes et réduire ainsi le coût de production. Pour pouvoir pénétrer de nouveaux marchés, le Liban doit toutefois développer son capital humain et son potentiel innovateur, et surfer ainsi sur cette 4e vague de révolution industrielle, mais aussi miser sur sa diaspora et renforcer les liens avec cette dernière pour agrandir la base de clients potentiels. Il devra enfin réexaminer sa politique de régime de change, la livre étant de 25 à 30% surévaluée par rapport à sa vraie valeur marchande.

Outre la mise à niveau et la modernisation de l'infrastructure, qui permettraient également (et surtout) de réduire les coûts de production (énergie, Internet, transport, etc.), le pays du Cèdre devra enfin, selon Roy Badaro, réviser certains accords commerciaux et mieux négocier les termes des marchés conclus, qu'il s'agisse de l'accord d'association avec l'Union européenne ou de la GAFTA, tout en intégrant de nouveaux cercles d'échanges commerciaux à l'instar du Mercosur (un accord-cadre a déjà été signé en 2014, ndlr).

Roy Badaro a conclu son intervention par un chiffre aussi amer qu'incitatif. En 1973, deux ans avant le début de la guerre civile, le ratio exportations/importations s'élevait au Liban à 63,5%, contre désormais 15 à 20%, a-t-il indiqué. Une preuve que le pays du Cèdre a les moyens de booster son potentiel productif et exportateur, voire même devenir un hub industriel dans la région.

Réciprocité ou Lebexit

De son côté, le directeur du comité des accords commerciaux au sein de la Chambre de commerce de Beyrouth et membre de son conseil d'administration, Naji Mouzannar, a souligné durant son intervention la nécessité de réviser certains accords commerciaux, notamment ceux ayant creusé davantage le déficit commercial du pays, quitte à les annuler.

« Autrefois un ardent défenseur des accords de libre-échange, je suis devenu critique de certains accords en raison du déséquilibre commercial persistant entre le Liban et ses partenaires », a-t-il souligné, en allusion notamment à l'accord avec l'UE. « Le Liban a conclu ces accords à une époque de mondialisation croissante, en vue de faciliter les négociations d'adhésion à l'OMC, d'attirer les investissements étrangers dans les secteurs productifs (…) et de s'imposer comme trait d'union économique au Moyen-Orient, comme l'a fait Dubaï. Malheureusement, nous n'avons pas atteint ces objectifs », a-t-il regretté, appelant à un examen critique des accords commerciaux existants, allant jusqu'à proposer une sortie ou un « Lebexit » - en référence au Brexit – de l'accord d'association avec l'UE et l'accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE). « À moins que le déséquilibre astronomique, d'un ratio de 20:1, ne soit corrigé », a-t-il poursuivi. M. Mouzannar a critiqué à cet égard l'absence du principe de réciprocité et les obstacles à l'exportation vers le marché européen dont la retenue de 33% imposée par la France sur l'importation de biens et de services locaux, laquelle taxe n'existe pas dans le sens inverse. M. Mouzannar a ainsi plaidé en faveur de négociations sérieuses avec les pays européens pour corriger ces déséquilibres, tandis que, côté arabe, il a appelé à préserver l'accord de la GAFTA (Great Arab Free Trade Agreement) et de consolider davantage l'intégration du Liban à ce « marché naturel », via l'Union douanière arabe et d'œuvrer à la création d'un marché commun arabe.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

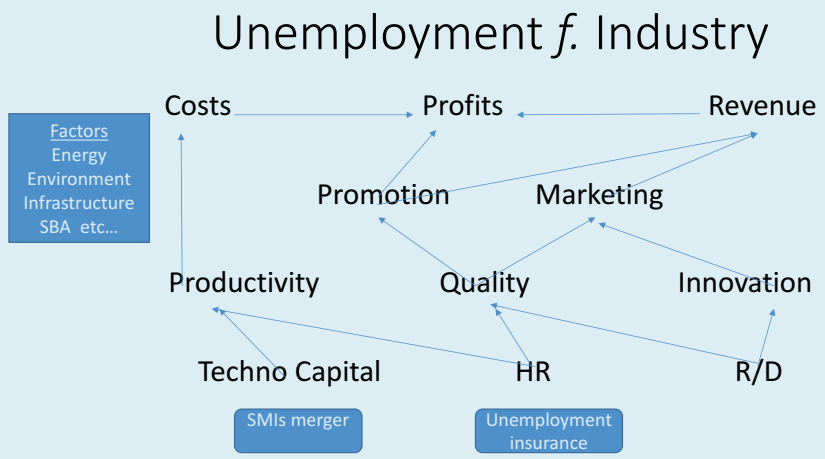
L'industrie et son combat au Liban

Roger Khayat

Dans son livre *A Political Economy for Lebanon*, paru en 2004, Toufic Gaspard attribue le retard de l'industrie au Liban à une volonté politique, dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, d'éviter les concentrations ouvrières à un moment où le socialisme envahissait la région. Deux vagues ont implanté l'industrie au Liban : l'une venant d'Égypte et l'autre de Syrie, toutes deux fuyant les nationalisations. Les nouveaux investisseurs n'ont pas fait d'étude de faisabilité, cela n'était pas à l'ordre du jour à l'époque, ils voulaient surtout utiliser leurs compétences et faire fructifier leurs capitaux. Un parc industriel est né. Une protection modérée pour l'époque permettait aux manufactures de survivre sans leur donner la possibilité de se développer. Les marchés voisins étaient fermés aux produits libanais et évoluaient d'ailleurs en totale autarcie. Les capitaux de la région cherchaient refuge au Liban. Ce mouvement fut accéléré par l'argent politique à la faveur du secret bancaire établi après la révolte de 1958. L'afflux de capitaux devait s'accompagner, comme il se doit, d'un afflux de marchandises. Le marché libanais disposait de moyens suffisants pour les acquérir. La boucle était bouclée.

> « L'ASSURANCE CHÔMAGE DOIT COMMENCER À PARTIR DU MOMENT OÙ LE JEUNE SE PRÉSENTE AU MARCHÉ DU TRAVAIL PAR UNE DEMANDE À L'AGENCE NATIONALE DE L'EMPLOI. »

Un paradigme est né à cette période : nous ne sommes pas un pays industriel, l'économie tertiaire nous suffit amplement, le Liban a toujours été un pays d'importation et d'émigration et notre principale source de revenu provient du tourisme - surtout des étrangers qui fuyaient les dictatures. L'opinion publique confondait création de richesses et opportunité. La principale critique que l'on peut faire à cette époque, et que formule Toufic Gaspard, est d'avoir raté la formation d'un capital technique bénéfique à l'ensemble de l'économie car constituant le meilleur véhicule de la technologie. Nous sommes aussi passés à côté de la possibilité de voir les créations d'emplois évoluer proportionnellement à l'augmentation de la population active. On déplore aujourd'hui un chômage de 34% - parmi les 35 000 universitaires diplômés en 2016 seuls 3 500 ont trouvé un emploi. Le tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. À tout cela s'ajoute le problème des un million et demi de déplacés présents dans un pays qui ne fournit pas de travail à ses citoyens, et dont la population active - 45% des individus en âge de travailler - est l'une des plus basses au monde.



Une campagne salutaire

Depuis plus d'un an, le ministre de l'Industrie se bat pour soutenir le secteur. Le déficit de la balance commerciale correspond tout simplement au déficit de l'emploi au Liban. Le déficit le plus lourd se place au niveau des échanges avec l'Union européenne - les exportations vers les pays de l'UE s'élevant à 400 millions de dollars contre 8 milliards d'importations. Et pourtant nous sommes liés par un Accord d'association censé contribuer à la consolidation de notre économie et soutenir la croissance et l'emploi. Le gouffre dans lequel notre économie est tombée est le résultat d'un cumul de plusieurs années, exacerbé par l'économie de rente, malgré une croissance record certaines années. Il s'agit en fait d'une croissance sans développement et sans création

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

d'emplois. L'investissement dans le secteur financier par habitant est très au-delà de la capacité de l'économie libanaise pour offrir un nombre significatif d'emplois. Le développement du secteur industriel est donc indispensable car c'est bien là, en particulier dans les manufactures, que l'on peut créer des emplois, à la mesure des investissements réalisables et en nombre suffisant, pour pouvoir embaucher les jeunes, toujours plus nombreux, à la recherche d'un premier emploi. Quant aux retours sur investissement dans l'agriculture ou le bâtiment, ils sont insuffisants pour convaincre les Libanais de rester dans leur pays, où ils seront de toutes façons concurrencés par les déplacés syriens qui constituent une main d'œuvre à bas coût.

Les conditions de l'investissement productif d'emplois

Les fonds n'ont jamais manqué pour l'investissement productif du fait de l'expansion dans le monde de l'économie de rente, laquelle se caractérise par une grande liquidité, mais aussi de la crise mondiale qui a réduit notablement les opportunités d'investissements. L'investissement est motivé en priorité par l'anticipation du profit, et le profit est réalisé à partir du chiffre d'affaires et des coûts de facteurs. Il est évident que les coûts de facteurs concernant le transport et l'énergie améliorent la rentabilité de l'entreprise. De même que la promotion et le support des expositions et foires augmentent le chiffre d'affaires. Il ne faut pas croire cependant que cela soit suffisant pour qu'un secteur attire les investisseurs. Car si l'État agit sur des facteurs exogènes, il pourrait un jour cesser de le faire ou bien l'Organisation mondiale du commerce pourrait le forcer de s'abstenir. De toute façon cela garde l'entreprise dans les limites de la rentabilité et freine ses performances.

Les conditions de la rentabilité

La rentabilité « économique » est fruit de la productivité. C'est à peu près la seule chose qui compte pour l'investisseur car elle est la source incontestable de développement. Cette rentabilité a des exigences au niveau de la politique de l'État et de la gestion de l'entreprise. La productivité repose sur deux piliers : la fusion de la petite et moyenne industrie et l'assurance chômage.

> « DE MÊME QUE LE DÉFICIT COMMERCIAL INDUIT LA SORTIE DES CAPITAUX ; L'ENTRÉE DES CAPITAUX INDUIT LE DÉFICIT COMMERCIAL. »

Fusion de la PMI

Toute entreprise en activité présente de facto une faisabilité suffisante pour se maintenir. Peut-être ne gagne-t-elle pas assez d'argent pour se développer et est-elle alors menacée par la concurrence à long terme. Pour se protéger, elle doit atteindre son « optimum de productivité », c'est à dire l'emploi qui lui permet le meilleur rapport extrants/intrants, et dont la majoration ne justifie pas les charges à affronter. Il faut savoir que la technologie moderne a énormément réduit les économies d'échelle, et des PMI peuvent assurer sans difficulté leur seuil optimum à travers une fusion. Il est normal que la fusion améliore également la gestion, vu que la nouvelle entité serait gérée par la partie la plus apte, ce qui fait l'intérêt des deux. L'Etat peut faciliter la fusion des entreprises en les exonérant de la taxe sur la plus-value de l'actif tant corporel qu'incorporel et en les dispensant des quitus administratifs et financiers puisque l'opération améliore la solvabilité de l'entreprise.

Assurance chômage

Le Liban doit non seulement revenir à des taux de chômage efficaces, motivés par le renouvellement des carrières, mais majorer graduellement l'indice de population active de 45% à 65% qui se trouve être le benchmark actuel dans toutes les économies qui fonctionnent convenablement. Le développement est tributaire du rapport de l'emploi au capital technique, qui tend vers la « productivité totale des facteurs ». Il est évident que le Liban dispose d'une ressource humaine excessive qui peut être mise au travail si les opportunités se présentent. Il est aussi évident que les opportunités dépendent de la rentabilisation des secteurs. Le problème réside dans le temps nécessaire pour réaliser une bonne correspondance entre les ressources humaines disponibles et les postes de travail qui naissent au fur et à mesure. Il faut que les jeunes diplômés puissent attendre six mois à un an avant de prendre un poste à l'étranger pour permettre au marché d'assimiler le plus grand nombre possible d'entre eux afin de contribuer au développement de l'économie nationale.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La bonne gouvernance dans les entreprises familiales fait débat

Marilyne Jallad

L'importance d'une bonne gouvernance dans les entreprises est actuellement au cœur de tous les débats et encore plus quand il s'agit de sociétés familiales.

Chérine Debbas notamment modératrice du débat. Les conférenciers de g. à dr. : Raymond Abou Adal, Joe Achkar, Raphael Debbané, Khalil Fattal, Farid Lahoud et Pierre Simon.

«Gouvernance des entreprises pour une performance économique meilleure et durable», était le thème de la conférence organisée à l'IFG le 31 octobre dernier sous le patronage du premier ministre, Saad Hariri, en partenariat avec la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, la Banque Misr-Liban, et le soutien de la BDL.

Camille Moussa, représentant le directeur général de l'ESA Stéphane Attali a salué en ouverture les actions entreprises depuis plus de vingt ans par l'École supérieure des affaires et surtout par Stéphane Attali dont «la vision, le leadership et les messages véhiculés ont permis de faire de cette institution un exemple d'excellence dans l'éducation».

«Durant deux ans, l'Institut pour la finance et la gouvernance, créé en 2015 à l'initiative du gouverneur de la BDL, Riad Salamé, a réuni durant des tables-rondes un parterre de chefs d'entreprise, de commerçants, d'industriels, d'assureurs, de banquiers et d'experts pour discuter ensemble des pratiques de bonne gouvernance dans les entreprises privées au Liban afin de pouvoir dresser ensemble dix recommandations que nous partageons aujourd'hui avec le public», explique à son tour le coordinateur de l'IFG, Hadi El Assaad. Il explique: «L'intérêt pour ce sujet s'est intensifié au cours de la dernière décennie et émane principalement de la nécessité de planifier la succession d'une génération d'actionnaires à la suivante». Le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, revient de son côté sur l'importance de la gouvernance comme «pierre angulaire de l'entreprise» et des critères de «transparence, de bonne gestion et de responsabilité». Il insiste sur la nécessité d'une «mise en œuvre immédiate du gouvernement électronique», l'urgence d'éradiquer «la corruption endémique» et de «lutter contre l'économie parallèle illégale». «Ces facteurs négatifs, élimineront le facteur de concurrence loyale, et infligeront des dommages sérieux à tous les efforts déployés dans le cadre de la gouvernance d'entreprise», avertit Mohamed Choucair.

«La gouvernance des entreprises est devenue synonyme de bien, d'honnêteté et de respectabilité», estime pour sa part Saad Andari, vice-gouverneur de la Banque du Liban représentant le gouverneur Riad Salamé précisant que des formations en ce sens sont délivrées aux banques libanaises, grâce aux efforts conjoints de l'IFG et d'un accord de coopération avec la Banque mondiale pour assurer une bonne gouvernance dans la région MENA.

État des lieux de la gouvernance et succession

Penser à la génération suivante. Tel est le leitmotiv et la préoccupation partagée par l'ensemble des dirigeants d'entreprises familiales qui intervenaient durant un panel modéré par Chérine Debbas, membre du Conseil d'administration de Debbas et co-fondatrice de AGW Family Business Advisory. «C'est à partir de 2010 que nous avons commencé à préparer la succession, du point de vue du pouvoir (fonctions) au sein de l'entreprise mais aussi du point de vue matériel (actions)», explique Raymond Abou Adal, président du groupe Holdal. Pour sa part, Joe Achkar, membre du conseil d'administration de Sabis confie : «C'est en prenant conscience du nombre élevé de nos successeurs que nous avons commencé à planifier la succession, afin de préserver la durabilité de notre entreprise».

L'une des premières étapes entre-

▶▶

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

prises par ces sociétés afin de mettre en œuvre une bonne gouvernance a été de dresser un état des lieux en réfléchissant notamment à comment réguler l'emploi des membres de la famille des actionnaires. Sur cette question, Raymond Abou Adal explique : «Nous avons d'abord pris en considération les ambitions de la future génération d'actionnaires et les besoins de l'entreprise. Ensuite nous avons tenté de les concilier sans toutefois exclure l'avis des cadres externes à la famille». Joe Achkar indique que le groupe Sabis a pour sa part, «conditionné l'emploi d'un membre de la famille des actionnaires à cinq ans d'expérience préalable en dehors de l'entreprise familiale».

Quant au secrétaire général du Groupe Audi, Farid Lahoud, il s'est exprimé succinctement sur la mise en place très efficiente de la Commission de gouvernance des entreprises dont il est le rapporteur au sein de l'Association des banques libanaises (ABL) et qui permet aux banques, notamment à la banque Audi, de respecter des critères de bonne gouvernance très strictes.

Management externe ou en famille ? Telle est la question.

L'autre enjeu délicat soulevé est le type de gouvernance choisi par l'entreprise. Certains intervenants font ainsi clairement la différence entre les prérogatives de l'actionnariat et celles du management au sein des entreprises familiales.

Rappelons que lorsque le PDG de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, Carlos Ghosn, était à l'ESA le 2 octobre dernier, il avait encouragé les entreprises familiales, lesquelles représentent plus de 90% du tissu entrepreneurial libanais, à faire preuve d'objectivité et leur avait recommandé de «délimiter clairement les prérogatives de l'actionnariat de celles du management». «Lorsqu'une entreprise atteint un certain degré de croissance, la famille ne peut pas toujours continuer d'assurer le management, surtout lorsque les héritiers sont nombreux et n'ont pas la même vision d'avenir», avait-il alors affirmé préconisant de céder dans ce cas le management à des personnes qualifiées et extérieures à la famille.

Un point de vue ardemment défendu par Raphael Debbané, président de Debbané Saikali Family Holding. «Si vous voulez préserver l'entente familiale, il vaut mieux que la famille ne se charge pas de la gestion exécutive de l'entreprise et que le PDG vienne de l'extérieur afin qu'on puisse lui demander des comptes», assure-t-il. Le groupe Debbané est allé encore plus loin en intégrant des membres extérieurs à la famille au sein de son conseil d'administration. «Ça a été dur de convaincre mes frères mais aujourd'hui seuls trois membres sur six font partie de la famille. Les décisions sont prises avec beaucoup plus d'objectivité», fait savoir Raphaël Debbané.

Un mode de gouvernance que Khalil Fattal, le président d'honneur du groupe Fattal, refuse catégoriquement d'adopter, préférant laisser les prérogatives décisionnelles et exécutives à la famille. «Nous avons eu un large débat pour savoir s'il fallait que le directeur général soit extérieur à la famille et que le président du conseil d'administration soit un membre de la famille. Nous avons finalement décidé d'élire un président directeur général issu la famille», poursuit-t-il en faisant référence à son neveu, Hubert Fattal. «Hubert a été élu de manière démocratique en tant que PDG de l'entreprise». Il cumule donc les deux fonctions. Khalil Fattal défend bec et ongle l'importance d'une succession en famille : «Les entreprises familiales ont une culture, un esprit, qui sont les facteurs-clés de leur succès. Chaque famille est unique. Dans notre cas, nos actionnaires aiment être impliqués dans la vie de la compagnie. Les dirigeants de l'extérieur de la famille ne sont pas prêts à faire autant de sacrifices que les actionnaires».

Il n'y a pas un mode de gouvernance mais une gouvernance adaptée à chaque société

Pierre Simon, le président honoraire de la Chambre de commerce de Paris-Île de France, est quant à lui plus nuancé. «La bonne gouvernance n'est pas un objectif sauf si c'est utile à la compagnie», affirme-t-il. «L'approche doit être pragmatique selon le type d'entreprise, il n'y a pas de formule générale à appliquer», ajoute-t-il. Pierre Simon tient également à différencier le management des richesses de la famille et l'actionnariat qui prend les décisions stratégiques. Il appelle ainsi les familles, lorsque c'est possible, à trouver «un consensus général sur des décisions stratégiques». Quant à faire appel à un administrateur indépendant de la famille, il y est favorable, «à condition de bien le choisir», insiste-t-il. «En cas de litige au sein de la famille, l'administrateur externe aura pour vocation de faciliter le dialogue entre les uns et les autres», souligne-t-il.

«Le chemin de la bonne gouvernance prend forme et les entreprises s'y intéressent chacune à leur niveau», explique le coordinateur de l'IFG. Hadi El Assaad poursuit : «Il n'y a pas de mode de gouvernance mais une gouvernance adaptée à chacune des sociétés, à son environnement et à son histoire. C'est donc un chemin inéluctable car la bonne gouvernance a prouvé qu'elle était le gage d'une meilleure performance pour les entreprises, poursuit-il. Aux frileux qui ont encore peur de mettre en place la bonne gouvernance, je dis : c'est inéluctable».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Formation à l'ère du numérique

De passage à Beyrouth, l'expert en numérique Paul Pouzergues répond aux questions d'Econews en marge de la conférence.

Que pouvez-vous nous dire sur la formation numérique en entreprise ?

En France, 90% des entreprises aujourd'hui forment leurs équipes par des formations, notamment hybrides, à distance ou en face à face. Cela permet de mettre à contribution ces nouveaux outils qui offrent des atouts très importants. D'autre part, il y a de nouveaux enjeux, notamment budgétaires. C'est pourquoi nous essayons de proposer ces formations sur de plus grandes échelles : au lieu de former dix personnes dans une salle, nous en formons davantage.

Qu'est-ce qu'une formation à l'aide d'outils numériques ?

Le mode d'apprentissage mixte désigne l'utilisation conjointe de l'eLearning et du mode classique d'apprentissage appelé souvent «présentiel». En général, l'apprenant va ainsi alterner entre des sessions à distance en ligne et des sessions en face-à-face avec le ou les formateurs. Les formations peuvent se faire à 90% en présentiel et 10% à distance ou inversement, en fonction des besoins et des demandes des entreprises.

Paul Pouzergues, ingénieur pour l'enseignement numérique et chef de projet FLE au SIAL Sorbonne Universités en France.

Quelles sont les formations les plus tendance ?

Il y a un éventail de possibilités de formation. En fonction de chaque contexte - du public, du pays, du budget, des besoins et des attentes - nous pouvons créer une formation adaptée. Ces formations peuvent être délivrées aux employés des secteurs public et privé. Les cours les plus à la mode actuellement sont les massive open online courses (MOOC). France université numérique (FUN), une plateforme francophone très connue, propose aussi des cours gratuits en ligne, ouverts à tous les curieux avec des formations qui durent entre deux et huit semaines. D'autres formations délivrées dans les milieux universitaires peuvent aussi s'étendre à tous les contextes : secteur public, administrations ou encore entreprises.

Certains sont encore frileux face au numérique. Pourquoi?

Les enseignants et les formateurs restent très sceptiques et sont craintifs à l'idée de perdre leurs emplois. Il faut plutôt se dire que la mission d'enseignant évolue, de l'enseignant qui dispose et qui transmet le savoir vers un accompagnateur, un tuteur et parfois un animateur qui permet de former les étudiants - les apprenants comme j'aime les appeler - à apprendre à apprendre, à être plus autonome dans leur manière d'apprendre car les contenus évoluent très vite. Actuellement, on vous apprend quelque-chose qui sera complètement obsolète dans cinq ans. L'enseignant doit donc aujourd'hui apprendre tout en donnant la curiosité aux apprenants à apprendre.

Quid des dangers des formations numériques ?

Un des dangers est de se lancer tête baissée dans de nouveaux outils. Il faut bien garder à l'esprit que c'est l'outil numérique qui est au service de la pédagogie et pas la pédagogie qui est au service du numérique. Il faut toujours utiliser l'outil pour garantir le meilleur rendement en formation et pas le contraire. Il est aussi indispensable de former les enseignants et les étudiants à utiliser ces nouveaux outils qui peuvent parfois être complexes et difficiles à acquérir et qui répondent aux métiers de demain. Il faut y aller progressivement, faire évoluer les mentalités et être sûr que les personnes ont accès à une connexion Internet performante.

حيثما ترون نزاعاً، نرى إتفاقاً

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة هو أول مركز من نوعه في لبنان يعنى بفض نزاعات التجارة والنقل والعقود المالية والإنشائية والمقاولات، محلّياً ودولياً، إمّا عن طريق الوساطة عبر وسطاء متخصّصين وإمّا عبر التحكيم تحت إشراف المجلس الأعلى للتحكيم. يعمل المركز منذ إنطلاقته في العام ١٩٩٥ بإستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة وينظر في النزاعات المعروضة عليه نخبة من أصحاب الإختصاصات المهنية والقانونية اللبنانيين والدوليين.

For every dispute we find an alternative resolution

The Lebanese Arbitration and Mediation Center (LAMC) is the leading reference for settling local and international disputes related to trade, transport, finance, construction and contracting, either through mediation via specialized mediators or through arbitration under the supervision of the Supreme Court of Arbitration.
LAMC has been operating since 1995 in an independent, confidential and transparent manner, under the supervision of renown Lebanese and international jurists.

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة
LEBANESE ARBITRATION & MEDIATION CENTER

For more information please call: 1314 extensions 171 and 172 | **T/F:** + 961 1 349 616 | **e.mail:** lamc@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les organisations économiques et la Fédération des travailleurs plébiscitent Hariri

Mardi soir, les représentants des forces actives se sont rendus au domicile du Premier ministre Saad Hariri à l'initiative du président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban Mohamed Choucair. 500 personnes dans la salle ont exprimé leur attachement à Saad Hariri et leur ferme volonté de le voir demeurer à la tête du gouvernement.

Mohamed Choucair a adressé une note au président du Conseil au nom des organisations économiques rappelant l'unité qui s'est spontanément formée autour de sa personne et confirmant la confiance du secteur privé dans sa gestion de la chose de publique et l'absolu nécessité, dans les circonstances graves que traverse la région et leur impact sur le Liban, de continuer à assumer la responsabilité et de garder au pays l'espoir qu'il a fait naître depuis un an grâce à sa gestion pondérée et à son étroite coopération avec le président de la République et le président de la Chambre.

Saad Hariri a rappelé les défis que le Liban a traversés et les réalisations accomplies depuis l'élection du président de la République et la nomination du nouveau gouvernement. Il a saisi l'occasion pour saluer le chef de l'État et le président de la Chambre et les remercier de leur indéfectible soutien. Il a rendu hommage à la cohésion des Libanais, image qui ne devrait plus jamais se ternir.

«Le conseil des ministres rassemble des partis politiques dont l'objectif est de travailler dans l'intérêt du Liban et de faciliter la vie des citoyens. Il en est de même du Parlement. Nous devons mettre tout conflit de côté et mettre toute notre énergie pour le développement économique et le progrès social. Nous devrions résoudre les problèmes de l'électricité, des télécommunications, des déchets solides, des routes, et autres infrastructures dans les plus brefs délais.

Sur le plan politique, nous devons garder une neutralité positive qui respecte notre identité arabe. C'est le devoir du Liban et la volonté de tous les Libanais dans le monde. Nous devons œuvrer en faveur de la stabilité et de l'économie et accomplir ce qui nous reste de plus urgent à compléter, notamment le vote du budget 2018 et les élections législatives. C'est pourquoi je réponds à ceux qui attirent mon attention sur certaines faiblesses de la loi, que nous allons voter suivant cette loi et qu'après nous aviserons. L'essentiel maintenant

est de faire les élections à temps. Nous avons également devant nous Paris IV qu'il faut mettre sur pied avec nos amis le plus tôt possible pour faciliter la reprise économique».

Saad Hariri a entamé par la suite un dialogue avec la salle. Les intervenants présents ont tenté de lui arracher la promesse de revenir définitivement sur sa démission. Plusieurs aspects de la situation économique furent examinés, notamment la protection de l'industrie, la promotion foncière, le soutien à l'agriculture. Saad Hariri a fait connaître la position du gouvernement et confié à son bureau l'étude des questions inédites soulevées par la salle.

Adnan Kassar a quant à lui réitéré son soutien au Premier ministre et lui a exprimé sa conviction qu'il était «l'homme de la situation» et que «les problèmes récurrents seront vite dépassés». Avant d'évoquer l'industrie du pays, Nazih Najm a de son côté eu cette boutade : «Promettez nous que vous ne parlerez plus jamais de démission !». «Il y a deux moyens d'aider l'industrie et l'agriculture à améliorer leur productivité: en les protégeant ou en leur accordant un soutien direct, on ne peut y échapper», a déclaré Raphael Debbaneh, pragmatique comme à son habitude. Dans cette ambiance amicale et confiante, tous semblaient convaincus d'une reprise économique imminente.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

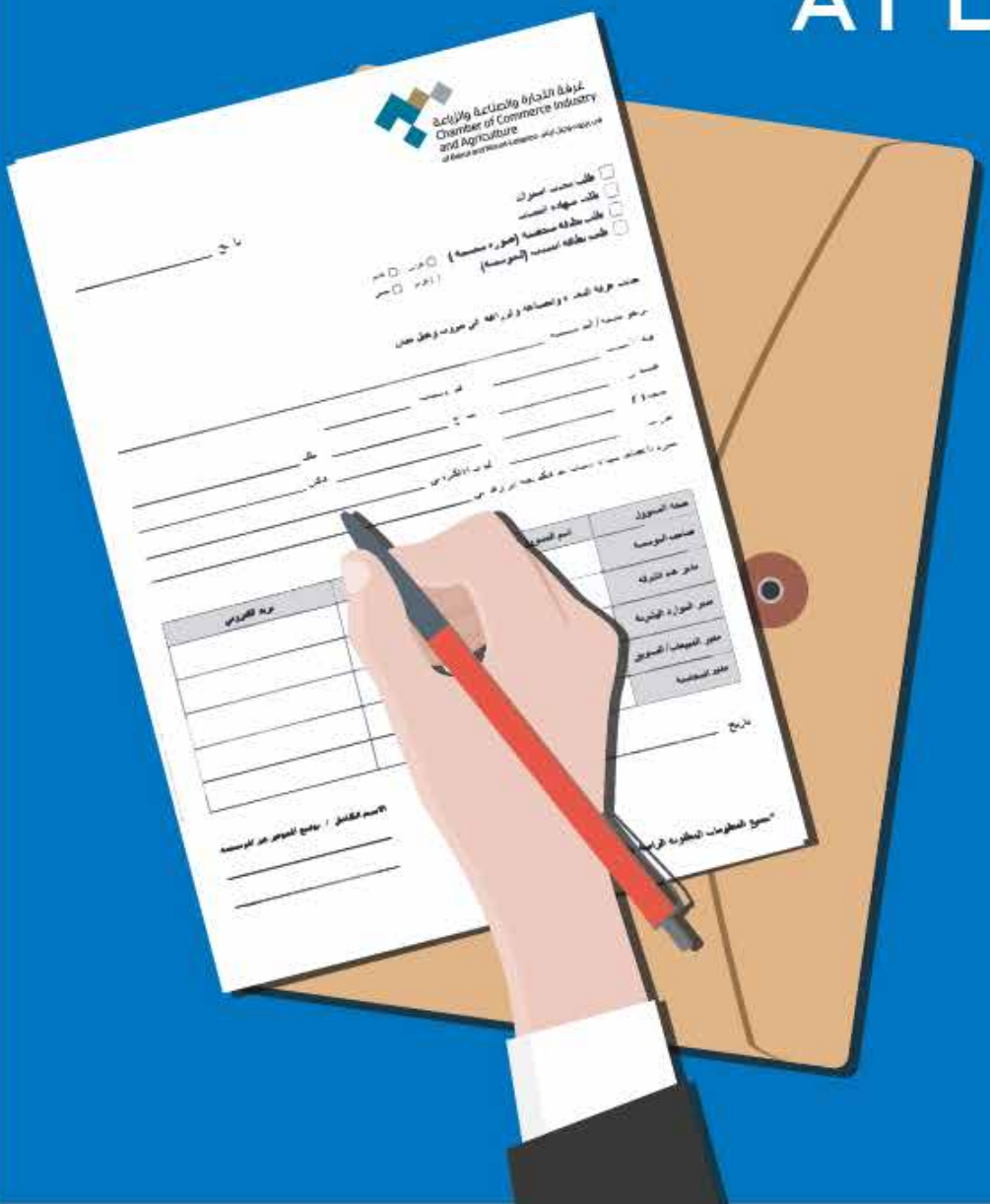
1577
libanpost.com

RENEW YOUR MEMBERSHIP TO THE

CHAMBER OF COMMERCE INDUSTRY & AGRICULTURE

[BEIRUT & MOUNT LEBANON]

AT LIBANPOST



LIBANPOST

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Un salon du livre francophone en hommage à Samir Frangié

L'ombre de Samir Frangié aura cette année plané durant tout le Salon du livre francophone qui a dédié sa 24e édition au grand défenseur du vivre-ensemble, le «Bey rouge», comme l'appelaient certains affectueusement.

Inauguré le 3 novembre dernier par la ministre française de la Culture, Françoise Nyssen, et son homologue libanais, Ghattas Khoury, l'événement a rassemblé, cette année encore, une foule d'intellectuels, de curieux et d'amoureux des lettres et des livres écrits dans la langue de Molière.

«Ce Salon raconte beaucoup de nos deux pays. Il raconte la passion littéraire qui nous unit. Il incarne notre ouverture au monde, quand ce monde est traversé par les crispations identitaires, les échos nationalistes. En dédiant cette édition à la mémoire de Samir Frangié, vous renforcez encore ce message», a notamment déclaré en ouverture la ministre française.

Nous nous sommes inspirés d'un débat en particulier dédié à la mémoire du grand intellectuel engagé, qui maniait à la perfection la pensée politique et la langue française, le dialogue national et la culture humaniste pour parler de lui.

Le message éternel de Samir Frangié

Publié aux éditions L'Orient des livres, «Samir Frangié, une révolution tranquille» est un opus, une compilation de textes écrits de 1993 à 2017 et rassemblés par le journaliste et ami Michel Hajji Georgiou. À une période où le Liban, comme un éternel recommencement, se débat et se divise encore sur les choix politiques qu'il doit prendre pour construire un véritable État de droit, se souvenir du message de «vivre-ensemble» du penseur est plus que jamais d'actualité. Cette pensée qu'il défendait bec et ongle se fonde sur la complémentarité entre individu et collectivité, «sans quoi la démocratie au Liban resterait de façade», disait-il si souvent.

Durant l'hommage du 4 novembre dernier, Michel Hajji Georgiou a notamment déclaré : «L'esprit de Samir est toujours vivant et ses idées sont plus que jamais d'actualité». «Je voyais en Samir un rebelle, c'était un insoumis permanent», confie quant à lui le psychanalyste Chawki Azouri saluant «la persévérance du Bey rouge pour propager la culture du lien».

Puis vint le tour de Gilbert Achkar. Son compagnon des bancs universitaires est revenu sur le jeune homme vaillant qu'il était déjà dans les années 60-70. Se souvenant de leur groupe de «révolutionnaires de gauche» qui luttaient contre les inégalités à une époque où le conflit algérien, la question palestinienne et d'autres enjeux avait au contraire plongé certains jeunes dans le radicalisme et la violence. «Mais pas Samir, poursuit-il. «Il y a chez Samir beaucoup d'idéalisme avec une philosophie chrétienne au sens noble du terme».

«Samir avait un impératif de pédagogie. Loin de toute prétention, il était hanté par le principe de connexion, il aimait rassembler des ennemis car il avait compris bien avant les autres le sens du pays et sa complexité», livre de son côté son ami de toujours, le député Farès Souhaid. Il se souvient : «Frangié avait dès 2001 rassemblé les différentes parties du pays dans le Rassemblement de « Kornet Chewhane », et ce en pleine occupation syrienne. Cela survenait au moment de la reconciliation de la montagne entre Walid Joumblatt et le patriarche Sfeir. Avant l'assassinat de Hariri en 2005, c'est aussi Samir qui a initié le Rassemblement du Bristol, un congrès de dialogue, puis il y a eu l'Intifada de l'indépendance… Samir est le dernier géant de la politique libanaise». «Je pense que la lutte de Samir ressemble à sa lutte contre le cancer, une lutte jamais garantie, qu'il fallait mener jusqu'au bout politiquement et personnellement», résume quant à lui le politologue Ziad Majed.

Comment vivre ensemble en étant différents ? Tel était le leitmotiv de Samir pour tous ceux qui l'ont

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

connu et aimé. C'est ainsi que, durant toute sa vie, il prêchera le droit du citoyen comme garantie des communautés. Si l'individu ne prend pas conscience de son entité propre, s'il ne parvient pas à se définir indépendamment d'un seul groupe d'appartenance, il réduira ses identités plurielles à une seule, les confondra avec celle du groupe prédominant, celui-ci étant, au Liban, la « tribu » communautaire et/ou partisane, martelait-il.

Le vivre-ensemble est donc autant l'affirmation d'une volonté commune de dépasser les violences et de bâtir un État de droit que la reconnaissance d'une responsabilité de l'individu dans la mise en œuvre de cette volonté.

Roy Badaro publie «Un projet, une nation. Le Liban de demain»

Au moment où tout le monde parle de la nécessité d'avoir une vision économique pour le Liban, l'économiste propose «à la fois une vision et un programme dans un document loin du dogmatisme et qui appelle à une réflexion élargie».

Roy Badaro

Quelle est la vision derrière «Un projet, une nation - Le Liban de demain» ? Pourquoi le publier maintenant en cette période sombre ?

En 2010, j'ai rédigé un manifeste économique pour un think tank. Suite à cela, l'idée de proposer une véritable vision économique nourrie de mon expérience professionnelle a commencé à me titiller. Entre 2005 et 2010, j'ai contribué à des missions économiques en Irak auprès du bureau du Premier ministre, en Afghanistan et en Afrique. En Irak, nous avons déployé les meilleures pratiques pour réformer en profondeur les secteurs privé et public. Cette expérience riche en enseignements m'a permis d'observer les difficultés de la gestion du changement. Un leader doit impérativement avoir une vision et un engagement profond pour le réussir. L'exemple extraordinaire de Singapour que je cite mérite réflexion.

C'est pourquoi à mon retour au pays en 2010, j'ai souhaité faire profiter mon pays de mon expérience. Au Liban, on pense plus au politique qu'à l'économique dû à des choix existentiels diamétralement opposés dans la façon de vivre et de penser qui fait que le clivage est très profond. Ce que je défends concernant la crise économique, contrairement aux idées répandues, c'est justement qu'elle n'est pas seulement conjoncturelle mais aussi profondément structurelle. Elle repose sur des fondations politiques, éthiques et morales qu'une société est censée définir avant de décider de la réforme économique. Cet ouvrage a aussi pour ambition

de rappeler l'importance d'une prospérité inclusive.

Qu'entendez-vous par une économie de croissance et d'inclusion ?

La prospérité inclusive est indispensable au bien-être et à la stabilité d'une nation. Une croissance sans inclusion et sans distribution aura des conséquences néfastes sur la croissance et la stabilité. L'inclusion, c'est entre autre faciliter l'accès équitable de tous les citoyens à l'éducation, à la santé et à tous les autres facteurs afin de permettre un partage équitable des fruits de la croissance.

Quid du séquencement des réformes que vous développez ?

Après avoir déterminé les fondements et la vision, le séquencement des réformes est indispensable. Les réformes structurelles viennent en premier, suivies de la politique fiscale et enfin de compte de la politique monétaire. J'attire l'attention sur le fait que la réforme fiscale doit être placée dans un contexte culturel. Il ne s'agit pas de faire du copy-paste de modèles fiscaux importés mais d'inventer un système fiscal qui corresponde le mieux à notre pays. Le processus de réforme prend du temps mais il faut beaucoup de courage de la part d'un président visionnaire et de la disponibilité de ministres intègres et compétents.

Que voulez-vous que l'on retienne de cet ouvrage ?

C'est un projet de vision globale et holistique que je propose. Il est censé ouvrir un débat qui manque terriblement au sein de notre société. Je souhaiterais que ceci se matérialise par des tables rondes ouvertes à tous ceux qui sont intéressés et dont la première se ferait à la CCIAB. Il est grand temps de construire une économie performante sur des bases solides qui puisse assurer la croissance et le plein emploi.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

The Lebanese Food Safety Training Center, launched in the presence of Ministers of Health, Economy & Trade, Industry and Environment within the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon, provides training courses on food safety in collaboration with Boecker and GWR Consulting.
If you are working in kitchen of restaurants & hotels, food sections in supermarkets, or food industries, this training is certainly for you. It encompasses the following key topics:

- Definition of food safety
- Contamination risk
- Food poisoning and diseases transmitted through food
- Importance of personal hygiene
- Importance of pest control
- Cleaning and disinfection and differences between the two processes

To register, please fill out the application form available on the Chamber website:
www.ccib.org.lb
For further information, call 01-353390; Hotline 1314 Ext 115

LEBANESE FOOD SAFETY TRAINING CENTER

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Training Organizations

In collaboration with

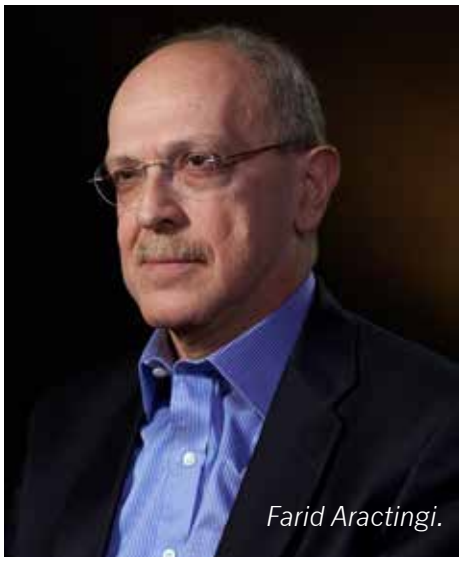
Sponsored by

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة الفرنسية - اللبنانية
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Farid Aractingi : « la gouvernance est un cadeau ! »

Marilyne Jallad

Farid Aractingi était de passage à Beyrouth pour exposer « La gouvernance, victime de la régulation ou condition de la performance durable?». Econews en a profité pour l'interroger, en marge de la conférence qu'il a donnée à l'ESA le 28 novembre dernier. Le directeur audit, maîtrise des risques et organisation de Renault et président de Renault-Nissan Consulting s'est déclaré très heureux de l'invitation de la Chambre de commerce franco-libanaise et de son président Gaby Tamer, lui permettant ainsi de partager avec les dirigeants libanais les nombreux bienfaits de la gouvernance. «Considérons la gouvernance d'abord comme un formidable outil d'équilibre entre conformité et efficacité, surtout en ces temps devenus très compliqués, voire dangereux pour les entreprises», est un des messages clé du président de la Confédération européenne des instituts d'audit interne (ECIIA).


Farid Aractingi.

Comment êtes-vous devenu familier avec la notion de gouvernance ?

La gouvernance est sur toutes les lèvres depuis les années 2000, suite aux scandales financiers qui ont touché les États-Unis avec les affaires Enron, WorldCom et Arthur Andersen. Je l'ai moi-même découverte en 2003, durant une formation de six semaines à Wharton. C'était le début de la «Corporate governance» et, aux États-Unis, on ne jurait plus que par cette nouvelle notion, considérée comme la panacée à toutes les dérives. J'ai vite compris que la gouvernance serait un outil essentiel. Or ces scandales avaient entraîné une réaction brutale du législateur américain : la loi dite «Sarbanes-Oxley» était tellement lourde et angoissante pour les entreprises que pour s'y conformer celles-ci ont lancé des programmes SOx destinés à «cocher les cases» davantage qu'à réduire leurs risques. Cela a débouché sur une «SOxo-phobie» générale, qui a même conduit certaines entreprises à déserter le Dow-Jones pour échapper à cette législation lourde. Mais le deuxième inconvénient est que la lecture littérale sinon fondamentaliste de Sarbanes-Oxley a entraîné la peur du gendarme plutôt qu'une adhésion forte, et l'histoire s'est répétée en 2007, avec la pire crise financière puis économique des temps modernes, venue d'abord des États-Unis, pourtant auteurs d'une loi a priori vertueuse, avant de déferler sur le monde entier. Cette brève analyse historique est nécessaire pour comprendre la réaction des dirigeants, des comités d'audit et des directions financières, qui jettent tous le bébé avec l'eau du bain, en oscillant entre l'aversion et la crainte, entre les minimalistes du «on fait le minimum obligatoire» et les ayatollahs du «je lave plus blanc que blanc».

La vraie question consiste donc à savoir comment utiliser les notions intrinsèquement vertueuses qui ont été définies pendant la décennie des années 2000, en les débarrassant de leur gangue bureaucratique. Sauvons la gouvernance de son image de «machin» inutile et revenons à son essence : c'est un outil formidable. Car les entreprises, entre temps, n'ont pas fini de souffrir.

Depuis les scandales financiers et les dérèglements qui s'en suivirent, peut-on alors considérer que les entreprises doivent désormais se transformer ou mourir ?

Nous sommes effectivement entrés dans deux évolutions parallèles qui créent un effet de ciseau très dangereux : une transformation considérable de l'écosystème de nos entreprises, et un cycle permanent de crises. La montée en puissance paradoxale du premium et du low-cost, qui laminent les produits et services de milieu de gamme, l'impact des réseaux sociaux, les nouvelles technologies, la désintermédiation, et l'irruption de nouveaux entrants qui souvent édictent de nouvelles règles. Tous ces facteurs changent l'environnement concurrentiel des entreprises, avec une dimension complexificatrice de vitesse et d'agilité. Les crises, quasiment permanentes, sont dues aux déséquilibres démographiques, à la mondialisation, aux délocalisations, aux cyber-attaques, et bien sûr aux excès de la financiarisation. Tout cela rend la conduite des entreprises beaucoup plus difficile que jadis, comme d'ailleurs, de façon similaire, il est devenu beaucoup plus difficile de piloter les pays où les peuples renversent leurs gouvernants au fur et à mesure des élections. C'est donc un univers économique dangereux, très dangereux. Cela ne signifie pas la mort du leadership au profit des gestionnaires. Mais cela signifie que les nouveaux

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

leaders charismatiques doivent être connectés à des intrants différents et souvent contradictoires. La décision ne se fait plus entre soi et soi : elle se fait après l'analyse de tous les facteurs. Consulter ne signifie pas perdre de son charisme ou de ses compétences: elle signifie acquérir une compréhension plus globale. Pour survivre, il faut se transformer, et se transformer vite. Les cabinets de conseil susurrent désormais dans l'oreille des dirigeants, dans leur inimitable sabir globish : « Fail, but fail fast », dans une logique dite de « Test and learn ».

Leur transformation est-elle facilitée par l'arsenal juridique des régulateurs ?

En fait, les crises économiques et politiques depuis vingt ans ont entraîné une hyper-réaction de la part des législateurs et régulateurs, dont les excès peuvent aboutir aux effets contraires. Le dernier exemple est la GDPR, sur la protection des données personnelles, avec des impacts très lourds pour toutes les entreprises opérant en Europe, et c'est la même chose aux USA ou au Japon. Alors, dans cet univers compliqué, je plaide plus que jamais pour l'équilibre comme meilleur moyen d'agir. Équilibre entre les besoins de conformité et d'efficacité. Équilibre entre le conseil d'administration et la direction générale. Équilibre entre l'esprit et la lettre. Équilibre entre la prise de risque et le devoir de précaution. La réponse est la bonne gouvernance. C'est précisément parce qu'aujourd'hui le monde est si difficile, qu'il faut adopter la bonne gouvernance, pour optimiser la prise de décision. La gouvernance, c'est un outil formidable.

Que dites-vous aux entreprises encore réfractaires à la gouvernance pour les convaincre ?

Je leur rappellerai d'abord les propos tenus par Carlos Ghosn qui a assuré le 2 octobre dernier que «la gouvernance est un outil de la performance durable». C'est la première fois qu'il s'exprimait en public sur la gouvernance, et il a choisi le Liban et l'ESA pour le faire. Peut-on ne pas reconnaître que c'est un leader d'envergure mondiale ? Ensuite, derrière son coté obligatoire éventuellement répulsif, la gouvernance est un véritable outil de décision. Elle permet un débat contradictoire et pluridisciplinaire, une exploration transparente et formelle du champ des possibles, avant la prise de décision. Une décision qui s'impose alors naturellement. Ce débat n'est donc pas une perte de temps, mais la condition de la bonne exécution pour des sociétés pressées par le temps. Car si vous êtes pressé, prenez votre temps. In fine, la bonne gouvernance, c'est l'équilibre entre la conformité et l'efficacité. Ce n'est pas une conformité tatillonne ni une mentalité de desperado qui tire plus vite que son ombre, c'est la somme des deux.

Nous savons qu'habituellement tout ce qui est obligatoire déplaît. Comment encourager les entreprises familiales, qui représentent plus de 90% du tissu entrepreneurial libanais ?

Le principal enjeu des entreprises familiales est de conjuguer le besoin de croissance et la succession vers les générations nouvelles. Trop souvent, elles se transmettent en se scindant entre les héritiers ou bien en rachetant la part des filles. Tout cela rend impossible la croissance durable, outre que le machisme est devenu insupportable. La bonne gouvernance comportera donc un bon dispositif équilibré, avec un conseil d'administration et une direction générale, tous deux professionnalisés. Pas des mercenaires, mais des acteurs performants et mesurés. Dans le conseil, il faut aussi équilibrer les représentants des actionnaires et les administrateurs indépendants pour apaiser le débat. C'est le conseil qui choisit les dirigeants, en équilibrant les capacités de transformation et de gestion, le système de valeurs et l'affectio societatis. C'est aussi au conseil, ou en amont, que la famille définira son pacte d'actionnaires, les orientations stratégiques et la valorisation de l'entreprise. L'exemple de la famille Mulliez est édifiant : ils sont plus de 700 co-actionnaires (et héritiers) et ont fait croître leur entreprise à un chiffre d'affaires de 80 milliards de dollars en moins de cent ans. Aux patrons qui ont la nostalgie du droit divin, je dirai donc : Ne craignez pas la bonne gouvernance. Car c'est un cadeau. Ses principes permettent d'optimiser la décision en vue de la performance durable. En optimisant aussi l'exécution. D'expérience, je peux affirmer que cet outil est extrêmement efficace. Je le teste quotidiennement dans mon travail, comme dirigeant et comme administrateur. De plus, ces principes sont très utiles pour nos équipes au quotidien, car ils donnent la parole aux gens qui osent s'exprimer, et cela nous permet de les écouter en toute transparence. Car après tout, ne sommes-nous pas rémunérés dans l'entreprise pour dire la vérité, et non pour la dissimuler ou la conserver jalousement ? Avec les outils de la gouvernance, les entreprises peuvent désormais y accéder, et c'est finalement un véritable cadeau.

Vous estimez donc possible que le secteur privé libanais s'empare de la gouvernance ?

Les entreprises libanaises ont survécu à la guerre et aux premières années de la mondialisation : elles surmonteront peu à peu leurs réticences et comprendront les bienfaits de la bonne gouvernance. À ce moment-là, et comme toujours au Liban, elles donneront l'exemple et le tempo au secteur public. Car s'il y a un endroit au Liban où nous avons besoin de bonne gouvernance, c'est au niveau politique et dans l'administration publique. Je pense que le secteur privé libanais, en adoptant les principes de la bonne gouvernance au service de la performance durable, aura une influence formidable sur l'évolution de notre société.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ASCAME revitalized during Choucair's mandates

Marilyne Jallad

In a touching speech, Mohamed Choucair bid farewell to the Mediterranean Chambers Association at its Annual General Assembly held on November 22, 2017. Choucair reviewed activities undertaken during his two terms as president from 2012 to 2017 towards the economic and social development of Southern Mediterranean. Econews presents an overview of these achievements and the positioning of ASCAME as the economic arm of the Union for the Mediterranean.

Farewell address

"Upon leaving the bow of the ASCAME that had harvested the great waves of the Mediterranean during these years of crisis with an Olympian calm, it seems clear to me that this is the most important moment of the entire mandate; I leave a solid and effective organization, with a succession equal to its destiny. When one leaves the office with the consciousness of full duty, one remains present in the accomplished work and the cooperation which has no reason to cease; but, on the contrary, finds multiple ways to be achieved. In 2012, two years had passed since the global crisis invaded Europe and the whole of the Mediterranean. Unemployment reached unprecedented levels since the Second World War, and the Arab spring, welcomed politically and socially, complicated the economic reality of the countries of the South. ASCAME had to keep the cohesion of its members and the coherence of its programs against all odds. This cohesion is based on three pillars: the Barcelona Chamber of Commerce, Industry and Navigation, which has housed the Association since its creation in the 1980s; the effective and devoted members of its Executive Council and directors; the immense network it has built in the Mediterranean and at the international level. ASCAME was set to be the economic arm of the Union for the Mediterranean; unfortunately the projects have been delayed due to the global crisis. However, everything that can be done with limited means is being done. Together we have laid the foundations of the Mediterranean Arbitration, promoted women's rights in the region, ensured the protection of the environment, encouraged Mediterranean tourism, designed and promoted a more human city along with so many other projects. Cooperation with the European Union has grown further. A hundred or so projects to upgrade the region and the company have been channeled to the chambers; some have played a decisive role in the organization and development of these projects, which corresponded perfectly to the mission of the chambers, notably the Chambers of Marseilles, and Beirut & Mount-Lebanon.

Cooperation agreement with the Union for the Mediterranean represented by the Secretary General H. E. Mr. Fathallah SIJILMASI

In response to economic decline in the region, ASCAME organized regular events in cooperation with one or other of the Mediterranean chambers tackling tourism, industry, technology, urban planning and the environment. The flagship of the activities was and continues to be the Mediterranean Week of Economic Leaders, which is held every year, bringing together the leaders of the public and private sectors from all the countries where the ASCAME is present. This event contributes, consciously or unconsciously, in achieving better cooperation and coherence among professional organizations working for the good of all and the progress of nations.

Taking the direction of the ASCAME was an adventure in every respect, but also pleasant and useful regionally. May I thank the First Vice-President Mr. Miquel Valls and the Vice-Chairmen of the Executive Committee for their full cooperation, and General Coordinator Mr. Anwar Zibaoui and all the officials who assumed their daily tasks with exemplary dedication. I wish my successor full success in his task at the service of the Mediterranean, while assuring him of my unwavering support".

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Achievements

Mohamed Choucair's tenure as president of ASCAME in 2012 coincided with "the Arab Spring" upheaval in the Southern region, which compounded existing problems of unemployment, poverty, and social inequality and resulted in the emergence of even worse problems of terrorism and mass migration. In this context, the mission of ASCAME and its president have focused on the need of collaborative North-South efforts to address existing and new challenges.

In fact, its two mandates were mainly characterized by a certain ambition to strengthen the position of the Association within the Euro-Mediterranean decision-making bodies, in particular by encouraging the opening of the Association to key European players and institutions and the socio-economic instruments of the region, and by initiating projects in various socio-economic areas.

Thus, Mohamed Choucair and the assisting team focused their actions on the development of Mediterranean companies, equal opportunities between women and men and the conclusion of numerous cooperation agreements to improve the state of affairs of the South. However, the two main pillars of the mandates were Small and Medium Enterprises, and the consolidation of economic ties in the region.

But before addressing these points, Mohamed Choucair first started with modernizing ASCAME by adopting new procedural laws during the ASCAME Committee Executive Meeting held in Barcelona in 2013 and developed a strong communication strategy to maximize the visibility of the Association.

This communication policy notably enabled the launch of the bi-monthly MedaWeek, the creation of a Web page and a Mobile Application highlighting key events, in addition to establishing strategic partnerships with newspapers and, above all, ensuring a greater presence on the internet and social networks which are crucial communication tools of our era to better reach its members and the citizens. The implementation of this strategy should represent a turning point for the growth of ASCAME and give it an undeniable position to strengthen cooperation in the Mediterranean and with the European Union.

Cooperation agreement with the World Federation of Free Zones (Nov. 20, 2013). To the left Mr. Miquel VALLS, First Vice President of ASCAME

At the legal level, ASCAME has not been idle. In 2013, it signed the Convention granting the «ASCAME» label to the Lebanese Arbitration and Meditation Center of the Beirut and Mount Lebanon Chamber of Commerce, and granting it the status of ASCAME Arbitration and Mediation Center. It should be noted that granting this label requires from the Mediterranean arbitration and mediation centers to adopt 11 provisions, which in turn requires the approval of the members of the Executive Committee.

The 20+20 Declaration supported by numerous regional and international organizations, was also initiated by President Choucair on the occasion of the 20th Anniversary of the Barcelona Declaration and the Euro-Mediterranean Integration Process. This initiative proposes 20 strategic initiatives and aims to be a joint action plan to provide a new impetus to Euro-Mediterranean integration, with key support from the private sector in collaboration with the public sector. This innovative roadmap identifies the central and strategic role of the private sector in a shared process between the public and private sectors: the Euro-Mediterranean Partnership.

In terms of strengthening economic cooperation and cooperation for the private sector in the Mediterranean, new actions have also led to the signing of over 15 agreements with top organizations involved in regional development. We recall here the most important: the MoU concluded in 2012 in Marseille with the European Investment Bank (EIB) aiming to take into consideration those elements promoting the development of a favorable investment environment. Its main mission was to encourage private sector initiatives in the Mediterranean region, the bedrock of solid and sustainable economic growth.

Another cooperation agreement concerning the facilitation of maritime trade was also concluded in Barcelona in 2013 with the World Federation of Free Zones to contribute to the creation of an efficient and sustainable network between the Mediterranean free zones and to promote them to investors worldwide.

Regarding women issue, an agreement was concluded with the Association of Mediterranean Women Entrepreneurs Organizations that led to the creation of a networking platform for women entrepreneurs from across the region as well as the

creation of a Euro-Mediterranean lobbying organization.

Since 2014, BUSINESSMED, the Union of Business Confederations of the Mediterranean has become a key actor and partner of ASCAME. Together, the two institutions seek to encourage the economic and social development of the economic community and to maximize bilateral and multilateral Euro-Mediterranean cooperation.

Following the signing of a strategic agreement, ASCAME and the Union for the Mediterranean (UfM) renewed their collaboration to continue to jointly promote the participation of the private sector in key activities and projects essential to the successful development of the Mediterranean region. .

Under the mandate of President Choucair, the Association has also initiated ambitious lines of collaboration with key regional development organizations, including the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the Economist, UNIDO and the Center for International Trade (CIC).

One of the latest achievements was the opening of an ASCAME Liaison Office in Saudi Arabia as a major step towards achieving one of the objectives announced in the Association's strategic plan to promote the Mediterranean and its companies around the world.

Created in 2005, the Mediterranean Week of Economic Leaders has become over the years a key economic conference to promote the Mediterranean and its key economic sectors and cultural values on a global scale. The event now serves as a reference for the private sector in the socio-economic development of the region. This flagship event for companies, corporations, governments and multilateral organizations on both sides of the Mediterranean basin, has counted more than 15,000 men and women of the business community during the last two editions. What is certain is that with more than a decade of achievements, MedaWeek continues to provide a dynamic platform for promoting a strong Euro-Mediterranean alliance for regional economic integration.

Regional integration and innovation were also at the heart of the actions with the launch of the FARO (seed fund, realization and orientation), an aid fund for SMEs. This fund launched with the UfM in Beirut to contribute to the development of innovation on both sides of the region, was adopted in 2010 by the Chamber of Commerce of Beirut and Mount Lebanon and was proposed as a model for the other chambers members of ASCAME. Euro-Mediterranean cooperation projects for the development of the Mediterranean have also been intensified, thus enabling ASCAME members to get involved in a total of 23 projects co-financed by the European Union (EU) and representing an approximate budget of 54 million Euros.

It is worth to note that since 2012, President Mohamed Choucair has exerted all his efforts to meet with leading personalities with the aim to promote economic actors and Mediterranean companies. He has also participated in major events with the aim of offering greater visibility to the ASCAME to strengthen partnerships with Euro-Mediterranean organizations and to support the best initiatives for regional development.

Recommendations

Mohamed Choucair drew up a list of recommendations dedicated to his successor highlighting the priorities to be pursued in the South to strengthen the economy and enhance inclusive development.

1. Countries and regions are increasingly committed to their cultural diversity, and this should not prevent economic convergence. The Union for the Mediterranean must become the engine of inclusive development.

2. The rapprochement of nations is achieved through the harmonization of policies first; there is a need for convergence at the level of economic and social policies. ASCAME and national chambers must promote this convergence.

M.Choucair receiving the decoration of the Cross in the Order of Civil Merit – Grade Officer – by Ambassador of Spain in Lebanon, H.E. Mrs. Milagros Hernando Echevarría- 15 March 2017

3. Faced with deficits and their consequences, openness is seriously threatened. The only rational parade is in improving productivity that is unattainable outside a sound employment policy.

4. Unemployment insurance is an absolute necessity to stabilize the workforce, retain skilled workers, improve the employment index and draw as many people out of the vicious circle of poverty. This is the regal road to productivity.

5. The progress of the region requires a better economic adherence to Europe, which cannot be achieved in an unbalanced exchange that produces deficits and unemployment. Agreements must be negotiated in a joint formula to the benefit of all.

6. Progress also requires a more intensive exchange between the countries of the South, both in goods and services, where joint conditions are easier to achieve. Chambers must advise their governments in negotiating agreements for this purpose.

7. The public-private partnership must be encouraged everywhere, without frontiers. It must give rise to consortia that generate infrastructures and tools for the diffusion of technical progress.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

IRU roundtable on TIR system at CCIA-BML

On November 27th the Chamber of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) and the International Transport Union (IRU) organized a round table workshop on the role of the TIR system (Transports Internationaux Routiers) in facilitating trade and mobility of goods between Lebanon, the regional and international destinations. The round table was held in the presence of Mr. Mohamed Choucair Chairman of CCIA-BML, Mr. Umberto de Pretto IRU Secretary General, Dr. Badr Yarob Regional Advisor of transport and logistics at ESCWA, Dr. Khaled Hanafi UAC Secretary General, Mrs. Alia Abbas MOET DG, Mr. Rabih Sabra CCIA-BML DG, Mr. Rani Wehbe IRU Senior Adviser for the Middle East, representatives from the Customs authorities, concerned member companies and transport syndicates. It is worth mentioning that the Chamber of Beirut and Mount Lebanon is in charge of issuing and guaranteeing TIR Carnets in Lebanon since the year 2000.

During the workshop, interventions and presentations tackled issues in relation to the TIR system in Lebanon and the region, its benefits in facilitating the flows of goods and enhancing economic development, its challenges at the border operations and the related major developments and updates.

The conclusions of the round table included the needed future actions to be taken in coordination between the CCIA-BML and public authorities in order to facilitate the flow of goods for companies holding the TIR carnets. The workshop was followed by a lunch offered by the CCIA-BML.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Bishop Abou Jaoude to Dabboussi: I am confident that Tripoli will be the economic capital of Lebanon

The Archbishop of the Maronite diocese of Tripoli, Bishop George Abou Jaoude, visited the Chamber of Tripoli and North Lebanon, and held a lengthy discussion with its Chairman Toufic Dabboussi, who explained to his guest the long march of his initiative «Tripoli, the economic capital of Lebanon» saying «after five years of in-depth analysis of all the strengths of the city, of its status, history and role, and a full awareness of the inherent weaknesses that are outlined in the initiative, and because we want to waive all the negative aspects caused by the troubles endured by Tripoli for a long time, we would like to enlighten you about our initiative and the achievements of the Tripoli Chamber in order to be blessed by your guidance". Dabboussi continued "we will tour together on the various projects of the Chamber to give you an idea about the primary interests of the Chamber and its preferences considering that it sees Tripoli and North Lebanon as a leverage for the national economy and a vital need for Arab and international investors, especially for the Lebanese who are spread worldwide in the countries of the Diaspora and who have achieved unprecedented success stories throughout the world at various levels".

In his turn, Bishop Abou Jaoude revealed that he is on the track of Dabboussi's initiative on a continuous basis, and he was confident that Tripoli is unique and has all the potentials to be Lebanon's economic capital. "Tripoli is a city that welcomes everyone with faith, love and interaction, but also an economic capital as it embraces plants, factories, industrial and manufacturing facilities, as well as an oil refinery. We believe that Tripoli is Lebanon's economic capital; besides, we want it to be a model for the countries of the Arab region, wishing that Chairman Dabboussi pursue his goal for

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

a pleasant livelihood in the city of Tripoli», the Bishop said.

And he further disclosed that he was pleased to learn about the various activities carried out by the Chamber under the leadership of Chairman Dabboussi. About his tour to the various projects he said: «I have in fact visited today a distinguished center of an important economic facility with its various projects and departments: from the "Business Incubator Association Tripoli (Biat)" to the "Quality Control Center Laboratories (QCC)" the "Vocational Training Center", the "Industry and Developing

Research Alimentary Center (IDRAK), the Commercial and Public Relations Department. I listened to extensive explanations regarding the achievements of these remarkable projects. I was not aware that these activities are carried out at this level of high responsibility and professionalism, which supports the pillars of the Tripoli initiative, the economic capital of Lebanon, and also revealed that it includes all the potentials in different sectors of trade, industry and modern and sophisticated agriculture».

He concluded by saying: «We call for the continuation of this great work by Chairman Dabboussi so that Tripoli will remain an economic reference for the entire region and to become a model and the capital of all activities, and to eliminate from the heads and minds some of the negative image prevailing about Tripoli and highlight the positive image of a city where it is pleasant to live, as I said earlier, not only at the human level but also at the productive level. I live in North Lebanon, and I have a firm conviction about the importance of Tripoli's role, its presence and status at all levels».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

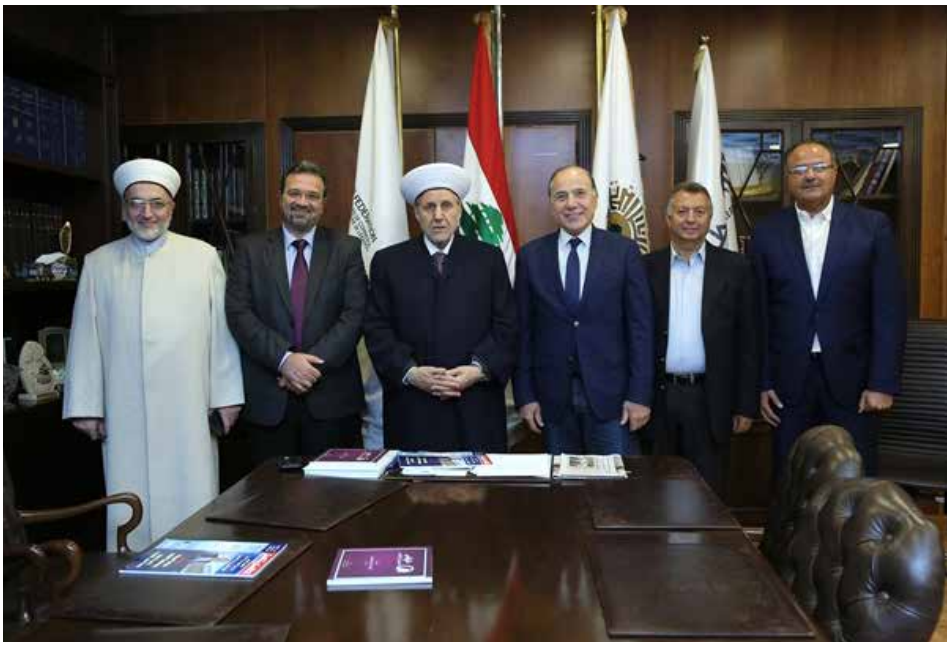
Mufti Malek Sha'ar to Dabboussi: The pillars for "Tripoli, economic capital of Lebanon" are real

In order to learn about the strategic objectives of the initiative "Tripoli, the economic capital of Lebanon", his Eminence the Mufti of Tripoli and the North, Dr. Malek Sha'ar visited the Chamber of Tripoli and North Lebanon and met with its Chairman, Toufic Dabboussi in the presence of his advisor for religious affairs Sheikh Dr. Majid Darwish and the Chamber's Vice Chairman Ibrahim Fawz, Treasurer Bassam Al-Rahouli, and Dr. Nader Al Ghazal, Advisor of Prime Minister Saad Hariri for international cooperation and coordinator of the Initiative. «You are doing great work in Tripoli and North Lebanon," said Mufti Sha'ar after he listened to a thorough explanation by Chairman Dabboussi of the stages of the initiative and his determination to follow up the process until it is officially approved by the Lebanese government.

The Mufti noted that the Chamber of Tripoli and North Lebanon is facing a qualitative leap towards its economic resurgence by building the pillars of the stability of the country since the economy is the solid foundation of these pillars. He praised the role of Chairman Dabbousi and his colleagues for taking in charge such unprecedented tasks.

He said: " We have learned beforehand about the actions, steps and projects that have been carried out by young and energetic entrepreneurs, in addition to your actions which constitute the foundations for the future of the city, and we believe that the elements of the resurgence of the economy do exist and we are aware who has the ability to make it happen," and further added " We are optimistic as to expected results because you know how to take advantage of available opportunities to create a general climate that is favorable for local development relying on an economy based on ideas, knowledge and guidance".

Mufti Sha'ar toured the various projects of the Chamber and was briefed about other upcoming projects in the near future. "I am pleased with what I heard and I am impressed with what I saw," he said, adding that it was an occasion to express his great contentment and pride in meeting Chairman Dabboussi and his colleagues at the Chamber to endorse this great initiative "Tripoli, economic capital of Lebanon".



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

He concluded by saying: «Before I bless these efforts, I should congratulate the most effective and strong determination of the people with good wills who took upon themselves to complete the process of executing this initiative for the advancement of the city of Tripoli," adding that the resurgence of the city is the responsibility of everyone.

Welcome to ECONEWS

Register and receive your digital copy free of charge.

Send an Email to :
Econews@ccib.org.lb
Please include:
First name, Name
Institution
Email address
Telephone number

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

China Ambassador to enhance cooperation with Chamber of Saida and South Lebanon

In the frame of promoting trade and economic relations between Lebanon and China, especially between the productive sectors in southern Lebanon and their Chinese counterparts, the Chairman of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon, Mohamed Saleh, received the Chinese Ambassador to Lebanon Wang Kejian. The meeting was attended by Board members of the Chamber and a number of economic key figures and businessmen.

In his welcoming speech, Saleh pointed out to the historical relations between Lebanon and China, noting the imbalance of trade exchange between the two countries with a trade balance that is in favor of China: "The trade and economic relations are moving in one direction, as Lebanese exports to China did not exceed 7 million USD in 2016 while imports from China reached about 2 billion USD," he said.

Saleh emphasized the economic benefits, both domestically and in China, from the "economic belt and new silk road" initiative such as the increasing volume of export of Lebanese products, adding that Lebanese industrialists can also gain through increasing the confidence of Chinese consumers in Lebanese products, mainly olive oil, dried fruits, wine, soap and dried nuts.

At the level of cooperation between the Chamber of Saida and the South and the Chinese embassy, Saleh said: «We look forward to working together to lay down the basis of joint work between the Embassy and Saida Chamber in all fields. This can be achieved through the exchange of trade delegations, encouraging joint ventures between the Lebanese industrialists, especially from the South and their Chinese counterparts and in organizing fairs, forums and seminars in both countries".

Ambassador Kejian stressed in his speech on the development of cooperation between his country and Lebanon at all levels, especially among businessmen and industrialists in South Lebanon. He gave a presentation of the Embassy's action plan in this field and pledged the role of the Chinese peacekeeping troop in Lebanon. He also highlighted the importance of reviving the Silk Road project between China and countries of the region, including Lebanon.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

"Eliminating Child Labor in Agriculture" workshop

«Eliminating Child Labor in Agriculture» was the title of a workshop for raising awareness among farmers for protecting children in rural areas. The workshop was organized by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the Education and Extension Service of the Ministry of Agriculture at the Chamber of Saida and South Lebanon.

The workshop was attended by the Chairman of Saida Chamber, Mohamed Saleh, Engineer Faten Adada from FAO, Fatima Halabawi from Education and Guidance Department at the Ministry of Agriculture, and representatives of a number of associations in the agricultural field.

In his opening note, Saleh assured that "children are not allowed to work according to international treaties except for those over 15 years old," pointing out that due to the difficult economic and living conditions of numerous Lebanese families and the crisis of displaced Syrians, the number of children working under hazardous work environment has increased.

His speech also reflected the optimism for the actions and interventions undertaken to reduce this phenomenon at all levels, especially regarding child labor in agriculture, where the child in most families works with his family and is consequently out of school, deprived from his right to learn and his dream for a better future. Saleh also stressed on the need for economic and social development in poor communities and on the Chamber's role for developing the economy of rural areas by strengthening the capacities of workers in agricultural, crafts and pastoral sectors as well as improving their living conditions.

Presentations by Engineer Faten Adada and Fatima Halabawi tackled the health hazards on children working in agriculture, in addition to guidance on policies and practices for preventing and reducing agricultural child labor.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Investment Opportunities in Sudan with embargo lifting

The Chamber of Saida and South Lebanon organized a seminar to highlight investment opportunities in Sudan after the lifting of trade sanctions in the presence of Sudanese Ambassador Ali Sadiq Ali, Chariman and board members of Saida Chamber, President of Saida Trade Association Ali Charif, Vice President of Nabatieh Traders' Association Hassan Hussein, and a number of businessmen and industrialists from Saida and South Lebanon.

In his speech, Chairman Saleh expressed his optimism for lifting trade sanctions and the revitalization of the economy which will reinstate the role of Sudan as an investment hub in the region.

Saleh pinpointed the impact of internal conflicts on the economies of Lebanon and Sudan in terms of loss at the level of business development and investment opportunities. He emphasized the importance of exchanging experience and encouraging Lebanese and Sudanese expatriates who invested in different countries abroad to return to their homelands and contribute to their development.

Sudanese Ambassador Ali Sadiq Ali and Moahmed Saleh.

The meeting was held in presence of South Lebanese businessmen who have business ties and connections with Lebanese Diaspora in different countries. In this connection, Saleh expected that this gathering would enhance the opportunities for Sudanese businessmen to connect with the Lebanese community in the countries of diaspora and encourage them to expand their investments and commercial activities in Sudan.

Saleh also stressed on the Chamber's role to develop mechanisms of cooperation and coordination with the Sudanese embassy, especially for the establishment of joint ventures between Lebanese and their Sudanese counterparts in all potential economic sectors.

Sudanese Ambassador Al-Sadiq Ali thanked Saleh for hosting this event, and pointed out that although the Lebanese community living in Sudan is not large in number, it is extremely active in different business sectors, and most of its members are from South Lebanon.

Ambassador Ali Sadiq Ali also gave a detailed presentation on the investment opportunities available to the Lebanese businessmen in Sudan, especially in the fields of agriculture, trade and transforming industries, with emphasis on the abundant natural resources that makes Sudan an investment hub for all business sectors.

Khartoum, capital of Sudan

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Saida Chamber to inaugurate the "Fair for modern agriculture techniques"

The fair has been officially inaugurated in the exhibition center at the Saida Chamber by the Chariman of Saida Chamber Mohamed Saleh, in the presence of MPs Michel Moussa and Ali Osseiran, representative of the Minister of Agriculture Engineer Makki, representatives of MPs Fouad Saniora and Bahia Hariri, President of the Agricultural Committee of the Federation of Lebanese Chambers of Commerce Eng. Raphael Debanne, a delegation from the Chambers of Commerce of Beirut and Zahle, and other key economic figures from Beirut, South Lebanon and the Bekaa.

After a welcoming note, Chairman Saleh tackled the role of technology in developing the agricultural sector. "It is not possible to increase agricultural crops without the use of modern technology," he said, adding "as farmers are asked to grow green and increase their crops to the maximum to feed growing populations, they are compelled to look for new irrigation and crop management techniques".

Saleh added that the use of modern technologies in fertilization, harvesting and packaging "would give our agricultural products the technical specifications, quality and standard required by consumer markets worldwide".

Saleh highlighted the importance of this fair that "aims at introducing modern agricultural methods and techniques to replace simple tools and primitive methods," he said.

The former deputy Ahmed Ajami talked on behalf of the farmers, and hoped that the Ministry of Agriculture will tackle agricultural issues, especially in the South, to guide farmers to grow useful crops and to establish Ministry's offices to streamline agricultural trade practices in foreign countries.

On his side, Eng. Makki confirmed the support of the Ministry of Agriculture to such event as part of its program to support farmers and develop the agricultural sector, stressing the importance for expanding this event to all the Lebanese regions.

Following the ribbon cutting ceremony, the participants visited the stands of exhibited companies dealing with agricultural techniques, seedlings, and landscaping.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Chamber of Zahle and Bekaa launching «Table grapes and cherry value chains support» project

Within the framework of the EU-funded private sector development program "Supporting the agribusiness sector in the Bekaa region" carried out by 'Expertise France', the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle and Bekaa launched a project to support table grapes and cherry chains in the Bekaa region in the presence of a large number of farmers, exporters and owners of post-harvesting units and factories. In his opening speech, the Vice Chairman of the Chamber, Mounir Al-Tini, affirmed the continuous support of the Chamber to farmers to help them solve their problems and develop their capabilities. The Project Director, Clement Defad, made a presentation introducing the role of 'Expertise France' in economic development.

The project's objectives, activities and expected results were presented by Eng. Said Gedeon, Eng. Fady Abou Fayad, and Bassem Hanna. The project's general objective is to contribute to economic development in Lebanon, enhancing the competitiveness of the table grapes and cherry chains in the Bekaa, creating job opportunities, improving the quality of production and reducing domestic and international trade pitfalls. The activities and outcomes of the project are briefly outlined in the following:

Actions

• Setting up a value chain information system for continuous data collection on markets, trends and stakeholders.

• Promoting marketing, sales, and communication to highlight specific crops, conduct market analysis on

national and international market trends and identify new channels of distribution.

• Business support to producers to enhance their business skills.

• Technical support to producers to enhance their agricultural technical skills.

• Support to post-harvest units and exporters.

• Access to finance to increase the banking activity across the sector to facilitate private investment.

The most prominent expected outcomes:

• Small and medium-sized enterprises are re-organized into stronger clusters for more efficient use and cost effective use of raw materials and resources.

• Expansion of market positioning and access of small and medium-sized enterprises appropriate markets.

• Access to finance is facilitated for projects requiring investments.

• New jobs and inclusive employment are created as a result of increased production and sales.

Following the presentation, a number of farmer pioneers in the table grapes and cherry chains highlighted the importance of joint work, regulations, and response to market needs in terms of quality, quantity and varieties.

TASDIER

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Portal for International Export Requirements

TASDIER helps exporters to know more about market requirements'

Visit TASDIER portal to get updated about the latest market norms and standards and technical requirements for export.

www.cci-fed.org.lb/English/TASDIER

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

This Website is made possible by the support of the American people through the United States Agency for International Development (USAID).
The content of this website is the sole responsibility of the Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon and does not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• **GDP:** Economic growth rate achieved 1.9% in 2016, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at 51.8 billion USD, compared with a growth rate of 1.9% and total output of 50.9 billion USD in 2015.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI increased 3.57 % in October 2017 compared to the end of 2016. The CPI had increased by 2.11 % in October 2016 compared to the end of 2015.

• **Balance of Payments:** In the first 9 months of 2017, the deficit of balance of payments reached 190 million USD compared to a surplus of only 550 million USD in the same period of 2016.

• **Trade Balance:** The trade deficit reached 11.78 billion USD in the first 9 months of 2017, compared to 12.01 billion USD during the same period of 2016. Exports decreased by 5.38 % in the first 9 months of 2017 compared to the same period of 2016, while imports decreased by 2.46 %. This led to a decrease of 1.92 % in the deficit of trade balance.

• **Public Finance:** In the first 6 months of 2017, public expenditures decreased by 4.20 % compared to the same period of 2016, while revenues increased by 13.56%. Hence, the budget deficit decreased by 53.13 %.

Primary surplus reached 1.63 billion USD in the first 6 months of 2017, from surplus reached 500 million USD In the first 6 months of 2016. This was caused by the increase of debt service by 4.81 %, and total public revenues by 13.56%, in addition to the decrease of total public expenditures by 4.20 %. The Repayments of foreign debt principal has decreased by 6.03 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

1.63 $ billion = 6.06$ billion – (6.97 $ billion – 2.44 $ billion – 0.10 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased from 74.04 billion USD in August 2016, to 77.25 billion USD in August 2017, an increase of 4.3 % over one year.

in billion US$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017*
10	Growth	2.80%	3.00%	4.80%	1.90%	1.90%	1.00%
11	GDP (in constant Prices 2012)	39.8	40.8	50.05	49.3	51.78	52
12	GDP (in current prices)	44.1	47.2	50	50.9	51.8	52
		Oct.2016	Oct.2017	2014	2015	2016	2017*
20.1	CPI - CAS	2.11%	3.57%	-0.71%	-3.40%	3.14%	-
20.2	CPI - CRI	1.76%	2.34%	-1.66%	1.37%	-0.50%	
		Sep.2016	Sep.2017	2014	2015	2016	2017*
21	M1	6.43	6.96	5.5	6	6.73	-
22	M2	54.15	55.48	48.67	52.15	54.66	-
23	M3	129.07	138.83	117.64	123.62	132.75	-
24	M4	136.29	146.24	124.55	130.92	139.91	-
26	Banks Assets	198.01	213.35	175.64	186	204.24	-
27	Banks Deposits - Private Sector	158.09	169.04	147.63	151.53	162.44	-
28	Banks Loans - Private Sector	50.18	53.03	45.36	48.04	51.02	-
30	Balance of Payment	0.55	-0.65	-1.41	-3.35	1.24	-
31	Current Account	-7.84	-	-11.6	-8.05	-9.8	-
32	Balance of Trade	-12.01	-11.78	-17.18	-15.12	-15.73	-
33	Imports	14.24	13.89	20.49	18.07	18.71	-
34	Exports	2.23	2.11	3.31	2.95	2.98	-
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	20%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	-	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	-	2.91 Mn	2.94 Mn
		Jun.2016	Jun.2017	2014	2015	2016	2017*
51	State Budget Deficit	-1.94	-0.91	-3.07	-3.95	-4.94	5.23
52	Budget Revenues	5.33	6.06	10.88	9.58	9.92	11.24
53	Budget Expenditures	7.27	6.97	13.95	13.53	14.86	16.47
54	Public Debt	72.88	76.45	66.57	70.31	74.86	84.82
55	Debt Service	2.33	2.44	4.19	4.46	4.76	4.73
56	Total Primary (Deficit)/ Surplus	0.50	1.63	1.31	0.72	0.02	0.5

** Estimates*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,430), Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP
M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

"EVOKING EXCELLENCE- THE LEADER COACH™."

Signed by Interactive Business Gears (IBG)

A Firm specialized in Organizational Leadership through Human Capital Optimization

Trainers: Mr. Ihab Badawi, Corporate Advisor & Leadership Coach namely in International Business and Corporate Transformation; Mrs. Randa Karime, HR professional in banking sector & Career, Leadership and Performance Coach

Date: December 6 & 7, 2017

Time: Wednesday 9 a.m.-3 p.m. & Thursday 9 a.m.-1 p.m.

Cost: 350$ all tax included

INTRODUCTION TO "LEAN MANUFACTURING"

Trainer: Engineer Samir Tabbal, Lean Management Expert; Partner at TAKT Consulting

Date: December 8 &9, 2017

Time: Friday 9 a.m.-3 p.m. & Saturday 9 a.m.-1 p.m.

Cost: 350$ all tax included.

INTRODUCTION TO AGILE MANAGEMENT

Trainer: Mr. Pierre Hervouet , DESS "Controle de Gestion " from Paris Pantheon Sorbonne-PMI-ACP Agile Certified Scrum Master, Managing Partner of Upward Consulting –Founder of the Agile Lebanon and Agile Middle East.

Date: December 12, 2017

Time: 9:00 a.m. to 4:00 p.m.

Cost: 300$ all tax included.

The LTC offers a 15% discount for the Chamber members • Free access to parking
Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

For more information/registration
T +961 01 353 190
Call Center 1314 Ext 15

training@ccib.org.lb
ltc@ccib.org.lb
www.ccib.org.lb

Download Registration Form
Apply Online

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

Unitrade Groups
Activity: Fresh Fruits and Vegetables / Textiles/ Food
Location: Egypt
Phone: 00201003403455
Email: info@unitradegroups.com
Website: www.unitradegroups.com

AegyptusXpo
Activity: Alumina - Silicat Products/ Consultancy in Water Management and Chemical Application/ Cotton products/ Agricultural Products
Location: Cairo - Egypt
Phone: 00201027787554
Email: info@aegyptusxpo.com

Thompson Okponobi
Activity: Animal feeds and Products
Location: Lietuva – Western Europe
Phone: 0037037223317
Fax: 0037037223305
Email: thompsonokponobi@gmail.com

Bakonyerdő Zrt.
Activity: wood industry
Location: Hungary
Phone: Ms. Csilla Szántóné Pető, 003687511019
Email: szantone@bakonyerdo.hu
Website: http://www.befagparketta.hu/en/BEFAG-parquet/Parquet-factory

Egererdő Zrt.
Activity: wood industry
Location: Hungary
Phone: Mr. Zoltán Szlama, +36 30 967 1315
Email: szlama.zoltan@egererdo.hu
Website: http://www.matraparkett.hu/en/contact

Marmoline-Nordia A.E.
Activity: Thermal Insulation, Sealing, and Water Insulation
Location: Greece
Phone: 00302103607944
Fax: 00302103624643
Email: kxintaras@marmoline.gr
info@marmoline.gr
Website: www.marmoline.gr

Selonda Aquaculture Group
Activity: Fresh Fishes
Location: Greece
Phone: 00302103724953 / 00306972889033
Fax: 00302103724935
Email: Delinikolis.l@gr.selonda.com
Website: www.selonda.com

Donpol A.E.
Activity: Detergents and Cosmetics
Location: Greece
Phone: 00302102794082 / 00302102467662
Fax: 00302102465607
Email: info@donpol.gr
Website: www.donpol.gr

S&S M. Ltd.
Activity: Cars Batteries
Location: Greece
Phone: 00302104915225 / 00306958459424
Fax: 00302104922198
Email: andreas@recorbatteries.gr
Website: www. recorbatteries.gr

Buba Industrial Minerals Exporter
Activity: Minerals Producer and Supplier
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Phone: 00251911212034 / 00251911489525
Email: bubaminerals@gmail.com

Changzhou Machinery and Equipment Import & Export Co., Ltd.
Activity: Machinery and Equipment
Location: China
Phone: 0086051986603118
Fax: 0086051983978999
Email: Richard@amecco.com
Website: www.amecco.com

CONFERENCES

1st Turkish-Arab Economy Summit and Specialized Intersectoral Fair

Scope: Global

Date: 11 – 14 January 2018

Location: Mersin

Venue: Yenisehir Municipality Ataturk Cultural Center

Phone: 02163804659

Fax: 02163847798

Email: info@orientekspres.com

Website: www.orientekspres.com

INDIASOFT

Scope: Electronics

Date: 24 – 25 January 2018

Location: Bangalore - India

Email: com.beirut@mea.gov.in

Website: www.indiaelectronicsexpo.com

Sustainable Technologies for Intelligent Water Management

Scope: Technology

Date: 26 – 19 February 2018

Location: India

Venue: IIT Roorkee

Email: com.beirut@mea.gov.in

Website: www.iwrs.org.in

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

ECONEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

EXHIBITIONS

13th International Agriculture, Greenhouse and Livestock Exhibition 2018
Scope: Agriculture and Livestock
Date: 01 – 04 January 2018
Location: Izmir - Turkey
Venue: Fuar Izmir
Phone: 00905347741359
Email: expoizmirtr@gmail.com

Children-Baby-Maternity Expo
Scope: Kids and Maternity Clothes and Products
Date: 10 – 13 January 2018
Location: Turkey
Phone: 00905360106785 / 00902324583570
Fax: 00902324583569
Email: ammar.shefi@joudygroup.net / info@joudygroup.net
Website: www.joudygroup.net

IF Wedding Fashion 2018
Scope: Wedding
Date: 16 – 19 January 2018
Location: Izmir – Turkey
Phone: 00905360106785 / 00902324583570
Fax: 00902324583569
Email: ammar.shefi@joudygroup.net / info@joudygroup.net
Website: www.joudygroup.net

Anfas Food Product / Anfas Hotel Equipment
Scope: Food Products and Hotel Equipment
Date: 17 – 20 January 2018
Location: Antalya - Turkey
Phone: 00905360106785 / 00902324583570
Fax: 00902324583569
Email: ammar.shefi@joudygroup.net / info@joudygroup.net
Website: www.anfasfoodproduct.com / www.joudygroup.net

Fitur 2018
Scope: Tourism
Date: 17 – 21 January 2018
Location: Madrid - Spain
Venue: Feria Madrid
Phone: 0034917223000
Website: http://www.ifema.es/fitur_06

FIMI 2018
Scope: Kids Fashion
Date: 19 – 21 January 2018
Location: Madrid - Spain
Venue: Feria Madrid
Phone: 0034963861100
Website: http://www.feriavalencia.com/en/events/fimi-2

Expohogar Primavera 2018
Scope: Gift, Fashion, Jewelry, & Decoration
Date: 20 – 22 January 2018
Location: Barcelona - Spain
Venue: Feria Barcelona
Phone: 0034932332000
Website: http://www.expohogar.com/en/home

Cosmobeauty 2018
Scope: Aesthetic Medicine & Healthy Life & Wellness
Date: 20 – 22 January 2018
Location: Barcelona - Spain
Venue: Feria Barcelona
Phone: 0034932414690
Website: http://www.cosmobeautybarcelona.com/en/

Promogift 2018
Scope: Gifts
Date: 23 – 25 January 2018
Location: Madrid - Spain
Venue: Feria Madrid
Phone: 0034917225701
Email: promogift@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/promogift_06

IMOB
Scope: Furniture
Date: 23 – 28 January 2018
Location: Turkey
Phone: 00902323733303
Fax: 00902323733303
Email: raguibi@intrexgp.com
Website: www.intrexgp.com

Bisutex 2018
Scope: Fashion Jewelry and Accessories
Date: 31 January – 04 February 2018
Location: Madrid – Spain
Venue: Feria Madrid
Phone: 0034917223000
Email: bisutex@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/bisutex_06/

Momad Fashion 2018
Scope: Fashion and Accessories
Date: 02 – 04 February 2018
Location: Madrid – Spain
Venue: Feria Madrid
Phone: 0034917223000
Email: metropolis@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/momadmetropolis_06/

Cevisama 2018
Scope: Ceramic and Bathroom Accessories
Date: 05 – 09 February 2018
Location: Valencia– Spain
Venue: Feria Valencia
Phone: 0034963861492
Email: cevisama@feriavalencia.com
Website: http://cevisama.feriavalencia.com

Maderalia 2018
Scope: Furniture's Material and Components
Date: 05 – 09 February 2018
Location: Valencia– Spain
Venue: Feria Valencia
Phone: 0034963861492
Website: http://www.feriavalencia.com/en/events/fimma

International Kuwait Trade Fair
Industry: Global
Location: Kuwait
Venue: International Fair Grounds of Kuwait
Date: 06 – 10 February 2018
Phone: 0096525387100 / 0096597729111
Fax: 0096525393872 / 0096525398123
Email: internationalkuwaittradefair@gmail.com
Website: www.itf-kw.com

SISAB PORTUGAL 2018
Industry: Food and Beverage
Location: Portugal
Date: 12 – 14 February 2018
Phone: 00351 21 034 72 31
Fax: 00351 21 795 76 65
Email: adra@sisab.pt
Website: www.sisab.org

India International Leather Fair
Industry: Leather, Textile, Silk, Jute and Raw Materials
Location: Kolkata - India
Venue: Netaji Indoor Stadium
Date: 26 – 28 February 2018
Phone: 009874649720 / 03322825820
Fax: 03322828269
Email: com.beirut@mea.gov.in

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان